

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C – 2000/27124]

Contrat de gestion entre le Gouvernement wallon et la Société publique de Gestion de l'Eau

TABLE DES MATIERES

Chapitre Ier : Préambule

Chapitre II : Dispositions générales

Chapitre III : Les missions de la SPGE

Chapitre IV : Les engagements de la SPGE

Chapitre V : Les engagements de la Région

Chapitre VI : Les engagements financiers de la Région et de la SPGE

Chapitre VII : Le contrôle sur la SPGE

Chapitre VIII : Les sanctions

Chapitre IX : Les dispositions diverses

CHAPITRE Ier. — *Préambule*

Au sens du présent contrat on entend par :

1. « Le Ministre » : le Ministre de la Région wallonne ayant l'eau dans ses attributions;
2. « SPGE » : la Société Publique de Gestion de l'Eau.
3. « Agglomération » : zone dans laquelle la population et/ou les activités économiques sont suffisamment concentrées pour qu'il soit possible de collecter les eaux urbaines résiduaires pour les acheminer vers une station d'épuration collective ou un point de rejet final. Plus précisément, l'agglomération est l'ensemble des noyaux d'un bassin technique dont le nombre d'équivalent-habitant est supérieur à 2000 par noyau; la somme des équivalent-habitant de ces différents noyaux sert à déterminer le nombre d'équivalent-habitant de l'agglomération. Les noyaux de moins de 2000 équivalent-habitant sont considérés comme des entités distinctes.
4. « Bassin technique » : espace géographique dans lequel un réseau d'égouttage et de collecteurs repris dans les plans communaux généraux d'égouttage est connecté à une station d'épuration (existante ou en projet); il s'agit de la zone d'influence de la station d'épuration.
5. « Noyau » : sous-bassin technique, lorsqu'un bassin technique couvre différentes localités présentant des discontinuités spatiales.
6. « Equivalent-habitant » ou en abrégé « EH » : unité de charge polluante représentant la charge organique biodégradable ayant une demande biologique d'oxygène en 5 jours (DBO5) de 60 grammes par jour.
7. « Equivalent-habitant épuré » ou en abrégé « EH épuré » : équivalent-habitant qui passe par les stations d'épuration visant à diminuer les paramètres suivants : DBO5, DCO, COT, MES, Ntot, Ptot.
8. « Egouttage prioritaire » : égouttage se rapportant aux agglomérations de plus de 2000 EH auxquelles peut s'ajouter l'égouttage d'autres agglomérations de moins de 2000 EH déterminés par le Gouvernement en fonction des priorités environnementales.
9. « Mesures générales de protection » : les mesures de protection des eaux souterraines et des eaux de surface potabilisables applicables à tout le territoire de la Région wallonne.
10. « Mesures particulières » : l'ensemble des mesures nécessaires pour protéger les eaux souterraines ou de surface susceptibles d'alimenter une prise d'eau potabilisable existante. En particulier, les actions à mener sur et en dehors des propriétés des producteurs d'eau :
 - pour les eaux souterraines, dans les zones de prévention et de surveillance relatives à cette prise d'eau potabilisable;
 - pour les eaux de surface, dans la zone de protection relative à cette prise d'eau potabilisable.
11. « Collecteurs » : conduites reliant les réseaux d'égouts aux emplacements prévus ou prévisibles pour réaliser l'épuration des eaux usées.
12. « Assainissement public » : ensemble des opérations visant à construire ou à exploiter les stations d'épuration et les collecteurs.

Les dispositions du présent contrat de gestion s'inscrivent dans un triple contexte :

1.1. La déclaration de politique régionale Wallonie Horizon 2004.

Celle-ci précise :

« Une des principales richesses de la Wallonie est la qualité de son eau. Elle doit être préservée, ceux qui la polluent doivent en assumer le coût.

Un des éléments capital pour préserver l'eau est la mise en place progressive d'une agriculture dont les modes de production sont eux aussi, respectueux de l'environnement. De même, elle doit être préservée notamment en mettant en uvre les mesures de protection des nappes de captage sur une base rigoureusement scientifique et en améliorant la qualité de nos cours d'eau par une gestion intégrée par bassin (entre autres, en ce qui concerne la politique de lutte contre les inondations).

Pour les ménages, le Gouvernement encouragera les mesures tarifaires et réglementaires pour une utilisation parcimonieuse de l'eau. Le Gouvernement veillera à une harmonisation du prix de l'eau (production et distribution) en garantissant le principe de solidarité et en préservant des tarifs équitables et une fourniture minimale.

Afin de diminuer le coût des investissements en matière d'assainissement des eaux usées, des études d'optimisation de la gestion intégrée des bassins ou sous-bassins intégrant, soit l'épuration individuelle ou semi-collective en milieu rural, soit la réalisation partielle progressive de réseaux séparatifs dans certaines zones urbaines seront réalisées préalablement au plan des installations d'épuration. Ces études sont susceptibles d'entraîner à terme la révision des plans communaux d'égouttage.

Le décret relatif au cycle de l'eau et instituant la SPGE a pour objectif la responsabilisation de tous les acteurs. Le Gouvernement sera attentif à ce que le rythme des investissements puisse être augmenté de manière à favoriser l'émergence d'une filière industrielle de l'eau en Wallonie. Dans ce contexte, un effort particulier sera consenti pour encourager le développement de technologies wallonnes de l'eau. Le secteur de l'eau devra rendre possible une participation des acteurs privés dans le domaine de la gestion des services d'épuration des eaux usées.

Des synergies avec la Région bruxelloise et les Régions avoisinantes devront être trouvées dans cette matière. »

1.2. Le Contrat d'Avenir pour la Wallonie

Celui-ci énonce entre autres, les objectifs suivants :

- l'harmonisation du prix de l'eau;
- l'application des directives européennes;
- la création d'un fonds social wallon pour l'eau;
- l'instauration d'une fourniture minimale;
- la transposition de la directive relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine;
- l'application du principe pollueur-payeur;
- la gestion par bassin et sous-bassin versant;
- l'accélération significative des investissements en matière d'égouttage et d'épuration;
- la mise en place opérationnelle de la SPGE.

1.3. Le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une SPGE.

Le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une SPGE est le texte législatif de base devant présider au présent contrat de gestion.

Afin de poursuivre les principes contenus dans ce décret et de les appliquer dans l'esprit de la Déclaration de Politique régionale et du contrat d'avenir pour la Wallonie, le Gouvernement a décidé de conclure, conformément à l'article 9 du décret, un contrat de gestion avec la SPGE.

Ce contrat de gestion précise les missions assignées à la SPGE, compte tenu des principes suivants :

- protéger les prises d'eau potabilisable et assurer l'assainissement public de l'eau usée;
- intervenir dans les opérations qui constituent le cycle de l'eau ainsi que la promotion et la coordination de ses opérations, tout en cherchant l'optimisation et l'harmonisation des activités de l'eau en Région wallonne;
- concourir à la transparence constante des différents coûts qui interviennent dans le cycle de l'eau;
- de réaliser des études pour atteindre les objectifs qui lui sont assignés;
- accomplir des missions confiées par le Gouvernement wallon dans le secteur de l'eau et notamment telles que définies dans les statuts.

En outre ce contrat de gestion règle :

- le programme des investissements à réaliser en matière d'assainissement et de protection des captages;
- le plan financier correspondant aux charges de fonctionnement des stations d'épuration;
- les outils de performances et techniques à élaborer et à mettre en uvre tels que les normes-guides en matière de production, d'épuration et d'égouttage prioritaire, les méthodologies standards de calcul de coûts et l'uniformisation des cahiers des charges;
- les principes gouvernant la rémunération des services de protection des captages et d'assainissement;
- les objectifs escomptés en matière de coordination des acteurs et d'accélération des processus de décision. »

Il précise également :

- les engagements administratifs, réglementaires et sociaux de la Région;
- l'intéressement de la SPGE aux objectifs qui lui sont assignés ainsi que les modalités d'application de sanctions financières en cas de non-respect par une partie de ses engagements résultant du contrat de gestion;
- les éléments que le plan d'entreprise visé à l'article 11 du décret doit contenir et les délais pour la communication et l'approbation du plan;
- les conditions de révision et d'adaptation du contrat compte tenu :
 - de la survenance d'événements imprévisibles;
 - de l'actualisation du programme d'action pour la qualité de l'eau;
 - de mesures urgentes à réaliser.

Ce premier contrat de gestion est conclu pour une période expirant le 31 décembre 2005.

Le Gouvernement entend également que ce contrat stipule avec précision la manière dont la SPGE doit exécuter ses missions prioritaires à savoir la protection des captages ainsi que l'assainissement public et l'égouttage prioritaire des agglomérations de plus de 2000 EH (et ce en vertu de la directive européenne 91/271/CEE relative au traitement des eaux urbaines résiduaires), auxquelles peuvent s'en ajouter d'autres, déterminées par le Gouvernement en fonction de priorités environnementales.

La SPGE sera de surcroît tenue à des obligations de résultats, tant financiers qu'environnementaux.

Le Gouvernement contrôlera la SPGE et restera seul décideur des mesures réglementaires à éventuellement mettre en uvre dans le secteur de l'eau.

CHAPITRE II. — *Dispositions générales*

2.1. Objet du contrat

Le contrat détermine la liste des objectifs et engagements assignés aux parties au terme d'une négociation poursuivie dans le cadre de la gestion intégrée du secteur de l'eau.

La relation contractuelle repose sur le principe de cohérence entre les moyens financiers, humains et techniques octroyés ou à dégager par la SPGE et les objectifs poursuivis à moyen et long termes, en garantissant à la SPGE une autonomie financière compatible avec les spécificités de son statut.

Le contrat de gestion fera l'objet d'une évaluation annuelle quant au respect des engagements par les parties et au degré de réalisation des objectifs.

Cette évaluation reposera sur la production d'un ensemble ordonné d'indicateurs permettant d'apprécier pour les actions mises en uvre :

- l'efficacité : résultats/objectifs;
- l'efficience : moyens/résultats;
- la pertinence : moyens/objectifs.

La production de tableaux de bord annuels formalisera la démarche et garantira une évaluation régulière des résultats.

La performance environnementale des actions sera évaluée annuellement par la production d'un tableau de bord reprenant des indicateurs pertinents.

Au cas où la SPGE faillirait à ses obligations de résultats, les sanctions prévues seront appliquées.

Le plan d'entreprise fait également partie intégrante des engagements pris dans le cadre du contrat. Il est annuel et constitue l'instrument stratégique de la SPGE, qui doit permettre :

- d'évaluer les résultats intermédiaires par rapport aux objectifs par un contrôle de gestion interne. Ce contrôle s'exercera notamment sur base d'une comptabilité analytique, d'une comptabilité budgétaire, d'une analyse financière et de la production récurrente de tableaux de bord comprenant notamment des indicateurs de performance environnementale;

- de développer une politique de gestion dynamique des ressources humaines basée sur les principes de délégation et de responsabilité.

Le plan d'entreprise comprenant le plan financier actualisé sera présenté au conseil d'administration de la SPGE, chaque année au moment de l'examen du budget.

Il sera établi pour la 1^{re} fois, six mois après l'entrée en vigueur du contrat de gestion.

2.2. Caractéristiques du contrat

A. Pluriannualité

Le présent contrat de gestion est conclu jusqu'au 31 décembre 2005.

Au cours des deux premières années (2000 - 2001), la SPGE s'attachera à finaliser la réalisation du programme fixé par l'arrêté du 18 mai 1995 et/ou par les arrêtés modificatifs apportés par le Gouvernement intégrant l'égouttage prioritaire.

Au cours des quatre années suivantes (2002 - 2005), la SPGE fixera ses actions en fonction des objectifs déterminés dans le programme d'action pour la qualité des eaux tels que définis par le gouvernement.

B. Continuité

Le contrat de gestion doit prendre en compte le principe de continuité du service public. En effet, les contraintes que rencontre le cycle de l'eau nécessitent la création de mécanismes de prévention et de protection.

De plus, une traduction correcte du développement durable dans le prix de l'eau par la mutualisation des coûts permettra d'intégrer les opérateurs isolés dans les investissements.

Pour atteindre les objectifs voulus par les directives européennes en matière d'épuration, il est indispensable de mettre en place une planification permettant une continuité des investissements dans le temps.

C. L'adaptation

L'optimisation de la gestion de l'eau exige une adaptation constante des actions. Celles-ci doivent être menées dans un souci de coordination, pour l'ensemble des investissements réalisés en matière d'égouttage, d'épuration et de protection.

Il en est de même au sujet de la politique tarifaire qui doit être strictement déterminée en fonction des ressources financières nécessaires aux investissements garantissant une gestion durable de l'eau.

Compte tenu de ces impératifs, le présent contrat pourra faire l'objet de modifications ou d'adaptations par voie d'avenants.

D. Garantie du service public

La gestion rationnelle de l'eau de même que le maintien de sa qualité constituent une des bases du développement durable de la Wallonie.

Dans cet esprit, le Gouvernement est le garant vis-à-vis du citoyen d'un service permettant de disposer de cette ressource en qualité et en quantité suffisante à un coût le plus faible possible. Le contrat de gestion doit favoriser l'optimisation de ce service public, au départ des organismes existants, qui seront invités à évoluer en fonction des dispositions réglementaires à venir.

E. Amélioration de la performance

L'effort important à fournir pour atteindre les objectifs d'assainissement fixés par l'Union européenne et la nécessité de mettre en place une politique tarifaire indiquant le coût-vérité de l'eau imposent une approche intégrée et performante de la gestion du cycle de l'eau.

Le contrat de gestion traduit ces impératifs de performance dans les secteurs de la protection des captages, de l'assainissement public et de l'égouttage prioritaire par la mise en uvre d'outils internes et externes notamment en prenant compte de la sensibilité du milieu récepteur.

Les outils internes sont les suivants :

- rémunération du capital sur la base du taux OLO 10 ans de l'exercice concerné calculé comme suit : moyenne du taux du dernier jour bancaire de chaque mois de l'exercice précité du benchmark (référence Banque Nationale), auquel s'ajoute un dividende supplémentaire de maximum 4 % déterminé par le niveau des résultats atteints par rapport aux objectifs.

Le respect des objectifs sera évalué en fonction des responsabilités incombant exclusivement à la SPGE et notamment :

- sa capacité à respecter les délais;
- sa contribution au dégagement d'économies de coûts;

Les ratios : $\frac{\text{nbre d'EH épurés}}{\text{nbre d'EH à épurer}}$ (à concurrence de 85 %)

$\frac{\text{nbre de prises d'eau protégées}}{\text{nbre de prises d'eau à protéger}}$ (à concurrence de 15 %)

constituent la base, à préciser par convention, de la détermination du dividende complémentaire.

Le nombre d'EH précité se rapporte au nombre d'EH épurés conformément à la définition du terme « agglomération »

A ces EH peuvent s'ajouter, le cas échéant, les EH provenant de l'épuration d'agglomérations déterminées par le Gouvernement en fonction de priorités environnementales.

- normes guides de gestion financière qui sont d'application à toute entreprise à vocation de financement;
- responsabilisation des dirigeants investis de mandats à durée limitée;
- autonomie de gestion.

Les outils externes sont les suivants :

- établissement d'une relation contractuelle (contrat de services) entre la SPGE et les producteurs portant sur :
- la mise en place d'une méthodologie générale de gestion et de détermination des coûts;
- la promotion des convergences entre les producteurs, distributeurs et organismes d'épuration;
- un système d'incitants à la qualité de gestion de la ressource via le prix du service d'épuration lié aux volumes d'eau produits;
- une accentuation significative et une coordination plus importante dans la mise en uvre des mesures de protection des zones de captage;
- une approche rationnelle des choix d'utilisation des ressources d'eau potabilisable.
- mise en place d'une relation contractuelle entre la SPGE et les organismes d'épuration agréés par un contrat de services, portant sur :
 - des normes guides de bonne gestion en matière d'investissement et d'exploitation, en fonction de paramètres déterminés;
 - une procédure de réalisation de travaux dûment planifiée imposant des délais stricts;
 - l'application des techniques d'épuration les plus appropriées et l'ouverture aux technologies avancées;
 - une plus grande uniformisation du cahier des charges pour la réalisation des stations d'épuration tenant compte des spécificités du terrain;
 - une coordination entre l'assainissement public et l'égouttage prioritaire;
 - une obligation de résultats quant à l'efficacité du fonctionnement des stations d'épuration intégrant des sanctions en cas de déficience et des mécanismes d'intéressement;
 - la possibilité de recourir à toutes formes de marchés.

F. Approche intégrée

Le contrat de gestion favorise une approche intégrée du secteur de l'eau à deux niveaux.

1. La gestion de la ressource : les engagements de la SPGE portent sur la garantie de la préservation quantitative et qualitative de l'eau tant au niveau de la protection des captages qu'au niveau de l'assainissement public.

Le programme d'action pour la qualité des eaux déterminé par le Gouvernement fixera des actions répercutées dans le contrat de gestion par la programmation des investissements de protection des captages et d'assainissement public.

2. La planification de l'assainissement public : le Gouvernement prévoit, via le contrat de gestion, la possibilité de fixer des règles de priorité nouvelles et des critères de choix pour coordonner idéalement l'égouttage prioritaire et l'assainissement public.

La SPGE proposera au Gouvernement des règles de financement appropriées de l'égouttage prioritaire pour favoriser cette coordination.

CHAPITRE III. — *Les missions de la SPGE*

3.1. Missions prioritaires :

La SPGE reçoit les missions suivantes :

A. assurer la protection des captages et exécuter le programme de protection des captages et en particulier les actions visées aux points 1°, 2°, 9°, 11° et 12° du § 2 de l'article 5 du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables:

B. assurer la réalisation complète, dans les délais prévus par le Gouvernement, des stations d'épuration et des collecteurs nécessaires à l'assainissement des agglomérations de plus de 2000 EH, auxquelles peuvent s'ajouter d'autres agglomérations déterminées par le Gouvernement en fonction de priorités environnementales. Les collecteurs et l'égouttage prioritaire éventuels qui s'y rapportent seront expressément planifiés par le Gouvernement.

L'exploitation des stations d'épuration existantes est du ressort de la SPGE. Cette mission comporte les actions visées au 1° de l'article 47 du décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques dernièrement modifiée par le décret du 31 mars 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une SPGE publique de l'eau.

Ces actions concernent en particulier :

- les études, les travaux et les acquisitions des biens immeubles nécessaires dans le cadre de la maîtrise par les organismes d'épuration agréés de la conception, de la réalisation et de l'aménagement des ouvrages destinés à collecter et à épurer les eaux usées provenant des égouts publics;
- la conclusion de contrats de leasing et autres opérations financières avec les organismes d'épuration;
- le fonctionnement des organismes d'épuration pour poursuivre les objectifs visés à l'article 18, 1° à 7° du décret du 7 octobre 1985;
- les investissements nécessaires à la réalisation, par les organismes d'épuration agréés, des centres de traitement des gadoues de fosses septiques et ceux relatifs aux frais de fonctionnement de ces centres;
- le traitement des boues des stations d'épuration des organismes d'épuration agréés;

C. assurer une coordination rigoureuse entre l'égouttage prioritaire et l'assainissement public dans la réalisation des travaux d'égouttage prioritaire;

D. réaliser les études nécessaires, en collaboration avec les opérateurs de terrain, en vue d'uniformiser le calcul des coûts et de pouvoir dégager une structure de prix de revient de l'eau qui concourra à la transparence dans les prix de facturation de l'eau fournie par la distribution publique.

3.2. Missions subsidiaires

A. réaliser les études nécessaires pour aider à la détermination par le Gouvernement des principes d'une tarification sociale et d'un service universel de l'eau;

B. favoriser le développement de synergies entre producteurs et distributeurs.

3.3. Principe de base

D'une manière générale, la SPGE peut faire au Gouvernement toutes les propositions qu'elle juge opportunes dans le cadre de ses missions. Les mesures réglementaires relèvent exclusivement quant à elles de la compétence du Gouvernement.

CHAPITRE IV. — *Les engagements de la SPGE*

Les engagements de la SPGE déterminés en fonction des missions telles que décrites au chapitre 3.1 seront exécutés à partir des moyens détaillés au plan financier repris en annexe au présent contrat.

La SPGE optimise son plan financier au mieux des intérêts de la Région et compte tenu de ses impératifs budgétaires.

Ces engagements s'accomplissent dans 4 secteurs à savoir :

- 4.1. La protection des captages;
- 4.2. L'assainissement public;
 - 4.2.1. Financement de l'assainissement public
 - 4.2.2. La mise en uvre de l'assainissement public
- 4.3. L'égouttage prioritaire.

4.1. La Protection des captages

En vue d'atteindre l'objectif de protection des captages, la SPGE s'engage à :

A. Conclure, dans les six mois de la signature du contrat de gestion, un contrat de service de protection avec les producteurs d'eau potabilisable souhaitant rentrer dans cette logique contractuelle.

Le contrat de service de protection de l'eau potabilisable est une convention conclue entre un producteur d'eau potabilisable et la SPGE, au terme de laquelle, cette dernière fait assurer, contre une rémunération, la protection des eaux potabilisables, déterminée dans les programmes visés aux actions précitées décrites à l'article 5, § 2, du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et potabilisables.

Il couvrira une période de 20 ans au minimum avec des avenants d'une périodicité de 5 ans. Celui-ci visera l'étude des mesures de protection, la réalisation de celles-ci en collaboration avec le producteur et à défaut, avec toute autre personne désignée. Il fixera la contrepartie financière que pro-mériteront les parties pour la réalisation de ces services.

B. Etablir une concertation avec les producteurs concernés, le Ministre, les communes et autres tiers intéressés, en vue de déterminer les modalités d'exécution des mesures de protection, leurs priorités et les délais de réalisation.

La concertation sera initiée par la SPGE et visera les engagements précis de chaque partie pour aboutir à un programme de mesures de protection.

C. Etablir, au terme du processus de concertation en vue de la conclusion des contrats de protection, une évaluation financière et budgétaire annuelle des mesures à réaliser;

Participer à la promotion des actions intégrées dans les zones de prévention et, le cas échéant, dans les zones de surveillance, celles-ci étant réalisées sous la responsabilité du Ministre;

Assurer le financement des mesures générales de protection telles que définies par le Gouvernement sur base du programme d'action pour la qualité de l'eau ainsi que des mesures de protection dans les zones de prévention après que ces dernières aient reçu de l'administration une attestation de réalisation.

4.2. L'assainissement public

4.2.1. Le financement de l'assainissement public

La SPGE s'engage à :

A. Conclure, dans les 5 mois après l'entrée en vigueur du contrat de gestion, un contrat de service d'assainissement avec les producteurs qui le souhaitent.

Le contrat de service d'assainissement public est une convention conclue, pour une période de 20 ans avec des avenants d'une périodicité de 5 ans, entre un producteur d'eau potabilisable et la SPGE, au terme de laquelle le producteur d'eau loue les services de la SPGE pour réaliser, suivant une planification déterminée, l'assainissement d'un volume d'eau correspondant à celui produit distribué en Région wallonne.

A cette fin, la SPGE propose au Gouvernement la part supportée par les producteurs pour assurer l'épuration des eaux urbaines résiduaires compte tenu du programme d'investissement et des moyens alternatifs de financement.

Le calcul du prix du service d'assainissement sera établi en vertu de l'art. 44 du décret du 15 avril 1999. Pour une période transitoire expirant le 31 décembre 2004, les volumes d'eau constituant la base de calcul de la contribution des producteurs à l'assainissement des eaux usées sont déterminés sur la base des volumes d'eau distribués et facturés. Le prix de ce service est prélevée auprès des producteurs.

B. Etablir un système de calcul uniforme des coûts de production de l'eau

Pour atteindre cet objectif, la SPGE doit, dans les 12 mois qui suivent l'entrée en vigueur du contrat de gestion, procéder à la réalisation d'études visant à proposer au Gouvernement :

- une analyse des coûts intervenant dans la production en ce compris les coûts de protection des captages;
- un modèle de journal d'exploitation de production d'eau, à tenir par les producteurs;
- un modèle de rapport technique annuel, à tenir par les producteurs;
- les règles de tenue d'une comptabilité appropriée;
- les règles et critères permettant de limiter les coûts de production;
- les règles qui visent à assurer une plus grande transparence des coûts qui composent le prix de revient de l'eau.

Le Gouvernement prendra les mesures réglementaires adéquates sur base des études qui lui seront communiquées.

Le Gouvernement prendra de plus les mesures adéquates pour, conformément à l'article 4 du décret, déterminer la manière dont la facture d'eau devra, de manière détaillée, indiquer les différents coûts qui constituent le coût-vérité de l'eau.

4.2.2. Mise en œuvre de l'assainissement public

La SPGE s'engage à :

A. Assurer la réalisation de l'assainissement public des agglomérations de plus de 2000 EH auxquelles peuvent s'ajouter d'autres agglomérations, déterminées par le Gouvernement en fonction de priorités environnementales et reprises dans le programme de réduction de la pollution de l'eau (A.G.W. du 18 mai 95 ou arrêtés modificatifs) et dans le programme d'action pour la qualité des eaux.

En vue d'atteindre cet objectif, la SPGE s'engage, en visant à respecter la directive sur le traitement des eaux urbaines résiduaires (91/271/CEE), à suggérer un échéancier actualisé de réalisation du programme.

B. En vue d'atteindre cet objectif, la SPGE s'engage : à actualiser annuellement le plan financier annexé à la présente en fonction des moyens financiers dont elle disposera chaque année pour réaliser l'ensemble des ouvrages d'épuration et assurer leur fonctionnement correct.

C. Assurer le fonctionnement optimal des stations d'épuration à construire ou existantes.

A cette fin, la SPGE accomplit les missions suivantes :

- établir, dans l'année qui suit la conclusion du contrat de gestion, un état des lieux des stations d'épuration existantes et en fonctionnement;
- déterminer annuellement les frais nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble des stations opérationnelles;
- vérifier le fonctionnement optimal des stations d'épuration sur base de critères environnementaux et techniques, en ce compris la problématique des eaux pluviales.

D. Conclure dans les six mois de la signature du contrat de gestion, un contrat de service d'épuration avec les organismes d'épuration agréés.

1. Le contrat de service d'épuration et de collecte est une convention conclue entre la SPGE et les organismes d'épuration agréés, par laquelle ces derniers assurent, contre une rémunération, la construction de dispositifs d'épuration et l'épuration des eaux usées tels que déterminés.

Ce contrat de service est conclu pour une durée de 20 ans et complété par des avenants qui couvriront des périodes successives de 3 ans, à l'exception du premier avenant qui couvre une période de deux ans. Ils comprendront des dispositions visant à déterminer :

- le nombre de stations à réaliser;
- le nombre de collecteurs à réaliser;
- le délai de réalisation de chacun de ces ouvrages;
- les coûts prévisionnels;
- les pénalités en cas de non-respect des points précités;
- les possibilités de recourir à toutes les formes de marché pour rencontrer les objectifs fixés.

2. Le contrat de service comportera au minimum les clauses suivantes :

- Clause de service de construction de stations d'épuration;
- Clause de conception qui doit au minimum contenir :
 - une mission d'étude d'ouvrage confiée à l'organisme d'épuration agréé (projet et avant-projet);
 - le prix d'autres études complémentaires;
 - le délai de réalisation de l'étude;
 - le cahier des charges adapté (soumis pour approbation à la SPGE).
- Clause de leasing immobilier.

La SPGE finance le service d'épuration et la construction de la station d'épuration selon les prescriptions visées dans les avenants.

Cette clause pourra éventuellement faire l'objet d'un contrat distinct.

- Clause de service, d'organisation et de suivi de remise des prix et de direction des travaux laquelle comporte :
 - le cahier des charges de la réalisation de la station d'épuration;
 - le type de process envisagé;
 - le délai de réalisation;

- le nombre d'équivalents habitants épurés;
- la zone épurée au regard des réseaux de collecte et de l'égouttage prioritaire;
- un état prévisionnel des coûts de réalisation.
- Clauses de service de gestion et d'exploitation des ouvrages d'épuration qui envisagent :
 - le nombre de stations en fonctionnement;
 - le nombre d'équivalents habitants épurés;
 - les coûts de fonctionnement par poste (application des principes de la comptabilité analytique);
 - les résultats à atteindre en matière de performances environnementales.
- Clause de rémunération qui comprend le prix de chaque service et sa traduction par équivalent habitant épuré.

La rémunération perçue par l'organisme d'épuration agréé ne peut en aucun cas être supérieure à la subside obtenue précédemment à la signature du présent contrat.

En cas de manquement de la part de l'organisme d'épuration agréé, un mécanisme de sanction est explicitement prévu.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, un mécanisme d'intéressement sur base des critères d'efficacité et d'efficience pourra être également prévu lorsque les performances environnementales et/ou financières iront au-delà des objectifs fixés.

- Clauses finales qui comprendront :
 - le régime de responsabilité applicable aux parties;
 - les clauses financières ou autres pour manquements aux obligations contractuelles;
 - les modalités pour la SPGE de suspension ou d'aménagement du contrat de service d'épuration.

E. Etablir une méthode uniforme de calcul des coûts en matière d'épuration.

Pour atteindre cet objectif, la SPGE doit, dans les 18 mois de la signature du présent contrat, procéder à :

- l'établissement d'une définition des processus de l'activité d'épuration;
- une analyse des coûts de ces processus, leur répercussion au niveau comptable et dans le prix du service d'épuration;
- une comparaison entre les acteurs;
- la mise au point d'une formule commune adaptée de calcul des coûts ainsi que la mise en évidence des paramètres influençant ces coûts;
- l'établissement de benchmark.

F. Déterminer des normes guides en matière d'investissement et d'exploitation des ouvrages d'épuration.

Ces normes guides d'investissement seront établies en fonction des paramètres suivants :

- la capacité en EH
- les paramètres pertinents en terme de géologie, hydrologie et aménagement du territoire.

Les normes guides d'exploitation seront établies en fonction des paramètres suivants :

- la taille théorique des ouvrages;
- la vétusté des ouvrages;
- le type de traitement;
- le degré de traitement lié aux normes de rejet;
- le taux de sécurité et de fiabilité attendues des ouvrages;
- le taux de charge des installations;
- les résultats à atteindre en matière de performances environnementales.

Remarque

Par le plan d'entreprise et plus spécialement le volet relatif au contrôle de gestion, la SPGE s'engage à tenir une comptabilité analytique et une comptabilité budgétaire permettant d'identifier clairement les encaissements et décaissements, la ventilation des recettes et des dépenses relatives à la protection, à l'épuration et aux dépenses diverses (fonctionnement, études,...).

D'une manière générale, toutes études qui deviendront propriété de la SPGE sont de plein droit également propriété de la Région wallonne.

4.3. L'égouttage prioritaire

Pour assurer cet objectif, la SPGE devra :

1. Conclure avec le Gouvernement un contrat de réalisation des égouts prioritaires des agglomérations de plus de 2000 équivalent-habitant auxquelles peuvent s'ajouter d'autres agglomérations, déterminées en fonction des priorités environnementales et prévoyant :

- le lieu et le nombre (en km) d'égouts prioritaires à réaliser;
- les délais de réalisation;
- le type d'égout prioritaire à réaliser;
- l'estimation du coût des tuyaux d'égouts prioritaires et de leur pose (hors réfection de voiries);
- la contribution respective des communes et de la SPGE dans les frais de réalisation des égouts prioritaires, sur base des mesures réglementaires prises par le Gouvernement;
- une clause de révision des participations respectives en fonction des délais de réalisation.

2. Estimer les moyens financiers requis, proposer une structure de financement adéquate et, s'il échet, adapter le plan financier tel que repris en annexe.

CHAPITRE V. — *Les engagements de la Région*

Dans le cadre de la présente relation contractuelle, la Région s'engage à assurer à la SPGE la mise à disposition des moyens nécessaires à la poursuite des objectifs négociés et à l'exécution de ses missions.

En particulier, les parties s'engagent à poursuivre leur relation contractuelle selon le schéma fixé par le plan financier repris en annexe et selon ses adaptations annuelles.

Pour confirmer l'objectif majeur de gestion intégrée du cycle de l'eau, la Région s'engage notamment à :

- définir avec précision et avec l'accord des autorités européennes la notion d'agglomération prévue dans l'Arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires et d'arrêter définitivement la liste des équipements se rapportant aux agglomérations de plus de 2000 EH, auxquelles peuvent s'ajouter d'autres agglomérations déterminées par le Gouvernement en fonction de priorités environnementales;

- définir, les bassins versants et sous-bassins versants de Wallonie;

- définir le programme d'action pour la qualité des eaux tel que prévu à l'article 2 du décret du 15 avril 1999;

- favoriser, par l'adoption de textes réglementaires, la rationalisation du secteur de l'eau en concertation avec les acteurs concernés;

- proposer au Parlement une législation relative à la fourniture minimale d'eau et à un fonds social;

5.1. Adaptation du cadre réglementaire

Toute proposition de modification par le Gouvernement du cadre réglementaire se rapportant au secteur de l'eau est soumise pour avis consultatif à la SPGE. Celle-ci devra rendre sa réponse dans un délai de rigueur de 30 jours qui suit la date de réception de la proposition. L'absence d'avis dans ce délai équivaut à un avis favorable.

De même, la SPGE pourra soumettre au Gouvernement toute proposition de modification du cadre réglementaire en rapport avec son objet social.

En cas de non respect

par un producteur des obligations visées à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et potabilisable, la Région s'engage à intervenir d'office dans le cadre de ses prérogatives fixées à l'article 42 du décret relatif au cycle de l'eau et instituant une SPGE et celles fixées dans le décret relatif au permis d'environnement;

par un organisme d'épuration des obligations prévues dans le contrat de service, le Gouvernement lui adressera, conformément à l'article 20 du décret du 15 avril 1999, des injonctions, voire retirera son agrément.

Le Gouvernement s'engage en outre, lorsqu'un acteur s'abstient de réserver la suite voulue aux injonctions du Gouvernement, en tant qu'autorité de tutelle, à désigner un commissaire qui se substituera à l'acteur défaillant.

5.2. Engagements administratifs de la Région en relation avec les opérations composant le cycle de l'eau

A. En matière d'assainissement public

1. Inventaire de la situation

La Région s'engage à faire l'inventaire précis des dossiers en cours qui concernent les projets d'investissements.

Cet inventaire comportera, tant pour les projets de stations d'épuration, de collecteurs, d'essais géotechniques et autres analyses :

- les avant-projets déposés par les organismes;

- les projets approuvés;

- les investissements adjugés;

- les investissements en voie de réalisation;

- les investissements réalisés.

L'inventaire concernera également l'ensemble des stations en fonctionnement en précisant :

- le descriptif opérationnel des stations;

- le coût de l'exploitation courante;

- les dépenses importantes hors exploitation courante qui sont

envisagées pour l'année de la signature du contrat et les deux années budgétaires qui suivent;

- les gros investissements prévus.

Ces données seront fournies sur un support informatique adapté à définir de commun accord entre la SPGE et la Région.

2. Mise à disposition des services

La Région s'engage à prêter le concours de ses services pour :

a) concourir à l'établissement de normes-guide d'exploitation

La Région prête le concours de ses services pour que, dans les 9 mois qui suivent l'entrée en vigueur du contrat de gestion une proposition de norme-guide provisoire d'exploitation soit établie par ouvrage d'épuration sur base des frais d'exploitation des années antérieures.

Cette norme comprendra, en les distinguant, les frais prévisibles de renouvellement et de grosses réparations dont la période d'amortissement est inférieure à la période d'amortissement économique normal de l'équipement concerné.

b) contribuer à l'établissement de normes-guides d'investissement

Ces normes guides d'investissement seront établies en fonction des paramètres suivants :

- la capacité en équivalent habitant;

- les paramètres pertinents en terme géologique, hydrogéologique et d'aménagement du territoire.

c) assurer l'examen des dossiers d'investissements et la vérification des frais d'exploitation

La Région prête le concours de ses services pour conseiller techniquement la SPGE dans le cadre de l'exécution des contrats de service d'épuration.

A cette fin, elle rend un avis sur les dossiers d'investissements dans un délai de rigueur de 40 jours.

La Région s'engage à ce que ses services remettent un avis sur les frais d'exploitation qui rentrent dans le cadre des contrats de service d'épuration, dans un délai de rigueur de 40 jours. Pour les dossiers d'investissement comme pour les frais d'exploitation, l'absence d'avis dans les délais précités équivaut à un avis favorable. Les dossiers pour lesquels aucun avis n'est donné sont portés à la connaissance du Ministre.

d) assurer la surveillance

La Région prête le concours de ses services pour contrôler les installations d'épuration conformément aux principes fixés à l'article 20 § 9 du décret sur la protection des eaux de surfaces du 7 octobre 1985.

e) participer à l'établissement d'une comptabilité

La Région s'engage à prêter le concours de ses services pour conseiller la SPGE dans le cadre de la mise sur pied d'une comptabilité ou d'un calcul des coûts uniformes à tenir par les organismes d'épuration. Les propositions ainsi émises seront soumises au Ministre pour que celui-ci arrête par voie réglementaire cette comptabilité ou ce mode de calcul.

f) fournir les informations relatives à l'épuration individuelle et industrielle

Via ses services (la DGRNE division de l'eau), fournir un rapport établissant la situation existante de l'épuration individuelle, ainsi que l'évolution prévue durant la période couverte par le contrat de gestion.

Pour l'épuration industrielle, fournir l'état des lieux et l'évolution des industries utilisant les infrastructures publiques (égouts, collecteurs et stations d'épuration).

B. En matière de production d'eau

1. Les mesures générales de protection

La Région s'engage à réaliser les mesures générales de protection sur l'ensemble du territoire. Ces mesures comportent :

1° la détermination des zones de surveillance lorsque celles-ci s'avèrent nécessaires;

2° les mesures de contrôle des eaux potabilisable;

3° les mesures de protection destinées à assurer le respect des normes générales d'émissions dans les zones d'eau potabilisable de surface;

4° les mesures de protection des eaux souterraines.

2. Traitement administratif des dossiers introduits par les titulaires de permis de prises d'eau

La Région s'engage à procéder à l'examen ou à la révision des dossiers de demande de prises d'eau de la catégorie B telle que définie à l'AERW du 14 novembre 1991. Le traitement de ces dossiers ne prendra en aucun cas plus de 12 mois à dater de leur réception. Les dossiers déjà reçus seront traités dans les 12 mois de l'entrée en vigueur du présent contrat de gestion. Pour ces dossiers l'absence d'avis dans les délais précités équivaut à un avis favorable.

3. Traitement administratif des programmes de protection introduits par la SPGE, sur base des contrats de service conclus avec les producteurs.

La Région prête le concours de ses services pour conseiller la SPGE dans le cadre de l'exécution des contrats de service de protection.

A cette fin, la Région rend un avis sur les dossiers introduits dans un délai de rigueur de 40 jours. L'absence d'avis dans ce délai équivaut à un avis favorable.

Les dossiers faisant l'objet d'une absence d'avis sont portés à la connaissance du Ministre.

4. Les acquisitions d'immeubles

Les acquisitions de biens immeubles dans la zone de prévention déterminée dans le programme de protection, sur base d'un programme d'actions tel que défini dans les contrats de service sont obligatoirement faites dans le but d'assurer la protection de la prise d'eau.

A l'initiative et sur première demande du producteur, elles sont réalisées par la SPGE pour compte du producteur. A cet effet, la SPGE comparait à l'acte notarié au nom du producteur pour lequel elle se porte fort.

Le prix de ces acquisitions est financé sur l'enveloppe budgétaire dévolue au producteur.

Un changement de destination de l'immeuble ainsi acquis qui serait incompatible avec le but de protection ou la défaillance du producteur dans l'exécution de ses engagements crée automatiquement une obligation, pour ce dernier, de rétrocéder cet immeuble à la SPGE. De même, le producteur s'interdit d'aliéner le bien immeuble, à moins d'une rétrocession à la SPGE

Les rétrocessions susmentionnées sont opérées à titre gratuit ou pour le franc symbolique.

En cas de dissolution de la SPGE ou au terme de la présente convention, les immeubles acquis en application du présent article restent la propriété du producteur.

5. Données relatives aux volumes d'eau des années antérieures

La Région s'engage à fournir à la SPGE les données relatives aux volumes d'eau produits par les titulaires de prises d'eau pour les années précédant la conclusion du contrat et pour les années qui suivent. En cas de conclusion du contrat de service de protection avec un producteur, la SPGE est tenue de faire parvenir au Ministre toutes les données relatives aux volumes d'eau produits.

6. Ressources alternatives

La Région s'engage à accentuer le contrôle de l'accès aux ressources alternatives d'alimentation en eau.

Conformément aux principes d'égalité et de non-discrimination des personnes devant la Loi, la Région s'engage à prendre toutes les dispositions législatives ou administratives pour faire appliquer de manière universelle le principe « pollueur-payeur ».

C. En matière d'égouttage PRIORITAIRE

Le Gouvernement définit par arrêté les critères pour la réalisation de l'égouttage prioritaire.

Ces critères seront insérés dans le contrat de gestion par un avenant.

La Région s'engage en outre à ne pas bouleverser ce système de priorités par d'autres règlements en matière d'égouttage et à intégrer celles-ci dans le cadre de sa politique des travaux subsidiés.

5.3. Engagements généraux

En application de l'article 42 du décret du 15.4.99, dès la signature du contrat de gestion et l'approbation par le Gouvernement wallon des contrats de services, et à défaut d'exécution des points 1° & 2° de l'article 42 précité, la Commune ou la Région selon le cas, se substitue à l'opérateur défaillant à partir du 40e jour du constat de la défaillance par le Gouvernement sur rapport de la SPGE ou de l'administration, à charge pour elle de majorer le prix de revient de l'eau pratiqué par les producteurs défaillants, des coûts de services d'assainissement et de protection.

CHAPITRE VI. — *Les engagements financiers de la Région et de la SPGE*

6.1. La Région s'engage :

1. à transférer l'intégralité des produits du "Fonds pour la protection des eaux" à l'exception :

- des besoins financiers de la Région relatifs aux travaux de réalisation de la "Transhennuyère";
- des besoins financiers relatifs aux politiques de l'eau (l'épuration individuelle, les études, la mise en uvre des mesures d'aide aux agriculteurs dans le cadre de l'application de la directive nitrate et l'ensemble des politiques à mettre en uvre dans l'avenir) imputables au Fonds et qui ne peuvent en aucun cas excéder le produit de la contribution de prélèvement des eaux souterraines visée à l'article 4 du décret du 30 avril 1990 tel que modifié en dernier lieu par le décret du 7 mars 1996;

- pour l'exercice 2000, d'un montant maximum de 500 millions dont le solde non engagé au 31 décembre 2000 sera versé à la SPGE.

Les transferts s'opèreront tous les 10 du mois et pour la première fois le 10 du mois qui suit l'entrée en vigueur du présent contrat de gestion.

2. à reprendre dès 2000 sur les crédits budgétaires ordinaires les charges afférentes à la dette attachée au "Fonds pour la protection des eaux".

6.2. La SPGE s'engage :

1. à prendre en charge l'intégralité de l'encours des engagements existants au « Fonds pour la protection des eaux » en date de l'entrée en vigueur du présent contrat de gestion, à l'exception de celui relatif aux travaux de réalisation de la « Transhennuyère »;

2. à supporter dès 2001 les frais de fonctionnement des ouvrages d'épuration sans transfert des crédits visés à l'article 31.02 du programme 5 de la D.O. 13 qui pourront dès lors être affectés au financement des charges de la dette susvisée, de politiques régionales en matière d'eau (fonds social, subventions, primes,...) et, dans l'attente de l'application du coût-vérité, de l'égouttage prioritaire.

6.3. Par ailleurs, la SPGE disposera des moyens suivants :

1. rémunération des services prestés :

- dans le domaine de l'assainissement (jusqu'au 31 décembre 2005) :

en sus de la taxe sur le déversement des eaux usées alimentant le Fonds pour la protection des eaux, le montant du prix du service rendu par la SPGE aux producteurs en matière d'assainissement est fixé au maximum à 16 FB/m³ (indice des prix à la consommation - janvier 2000) d'eau produite et destinée à être distribuée en Région wallonne (à titre transitoire et jusqu'au 31 décembre 2004, les volumes d'eau pris en considération pour le calcul du prix du service sont ceux distribués et facturés aux consommateurs);

- dans le domaine de la protection :

le montant maximum du prix du service rendu par la SPGE aux producteurs en matière de protection est fixé à 3 FB/m³ d'eau produite.

2. emprunts :

La SPGE est autorisée à recourir à l'emprunt.

Les recettes ainsi générées doivent permettre à la SPGE d'assurer le financement des programmes d'investissement liés à la protection et à l'assainissement prévus ci-avant ainsi qu'à la couverture des frais de fonctionnement et financiers tels que repris dans le plan financier annexé au présent contrat.

CHAPITRE VII. — *Le contrôle sur la SPGE*

Trois types d'évaluation de la politique menée par la SPGE sont appliqués :

7.1. Efficacité :

Le contrôle des résultats atteints par rapport aux objectifs négociés constitue la 1ère phase de l'évaluation.

Pour les trois premières années, celle-ci porte sur les investissements réalisés en matière d'épuration collective (stations d'épuration et grands collecteurs) et de protection. A partir du 1^{er} janvier 2003 au plus tard, cette phase de l'évaluation portera aussi sur les travaux de pose d'égouttage prioritaire.

En outre, le niveau de « couverture » du territoire wallon en assainissement fera également l'objet de ce processus de contrôle.

Les indicateurs suivants constitueront la base de l'évaluation :

- taux d'investissement $\frac{\text{ordonnancements réalisés}}{\text{programmation du plan d'affaires}}^{(1)}$

- taux de couverture du territoire $\frac{\text{Nbre d'E/H épurés}}{\text{Nbre total d'E/H à épurer}}$

- taux de protection des prises d'eau $\frac{\text{Nbre de prises d'eau protégées}}{\text{Nbre de prises d'eau à protéger}}$

- taux de réalisation de l'égouttage prioritaire $\frac{\text{Nbre de kms d'égouts prioritaires réalisés}}{\text{Nbre de kms d'égouts prioritaires à réaliser}}$

La définition de l'EH épuré correspond à celle reprise en page supra.

Les indicateurs environnementaux suivants seront également pris en considération :

- pour le rendement individuel de chaque station d'épuration, les paramètres physico-chimiques repris à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 relatif au traitement des eaux urbaines résiduaires : DBO5, DCO, COT, MES, Ntot, Ptot ..Ces paramètres constituent un objectif à réaliser tant pour la SPGE que pour les organismes agréés d'épuration;

- pour le calcul d'un niveau d'amélioration de la qualité du milieu récepteur, un indice qui tiendra compte des éléments suivants :

- la matière organique;
- la matière azotée;
- la matière phosphorée.

Le calcul de l'amélioration du milieu récepteur (calcul de la réduction des altérations) sera réalisé par un modèle déterminé par le Gouvernement. L'utilisation et l'évaluation des différents paramètres sera déterminée par le Gouvernement, dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent contrat de gestion.

7.2. Efficience :

Le contrôle de l'efficience permet d'évaluer le niveau des moyens mis en uvre par rapport aux résultats atteints.

Il s'agira de contrôler et d'évaluer les indicateurs suivants, qui seront produits annuellement :

- Coût moyen de l'investissement en épuration d'un équivalent/habitant réellement épuré;
- Coût moyen de l'investissement en épuration d'un équivalent/habitant (charge théorique);
- Coût moyen de l'investissement en épuration d'un équivalent/habitant par organisme (charge théorique);
- A partir du 01/01/2003, coût moyen de l'investissement d'assainissement d'un équivalent habitant (épuration + égouttage prioritaire) (charge théorique);
- Coût moyen de fonctionnement des stations d'épuration par équivalent habitant réellement épuré;
- Coût moyen de fonctionnement des stations d'épuration par équivalent habitant réellement épuré et par organisme d'épuration agréé;
- Coût moyen de fonctionnement des stations d'épuration par équivalent habitant et à partir de la charge théorique;
- Coût moyen de fonctionnement des stations d'épuration par équivalent habitant à partir de la charge théorique et par organisme;
- Effet multiplicateur : emplois directs par milliard investis;
- Coût moyen de protection par captage, par m³ produit;
- Coût d'investissement moyen de l'amélioration de la qualité du milieu récepteur / coût d'exploitation
- Coût d'investissement moyen de l'amélioration de la qualité du milieu récepteur / coût d'exploitation + coût d'amortissement des investissements

L'ensemble de ces indicateurs sera également présenté par sous-bassin versant.

7.3. Pertinence :

Evaluer la pertinence de la gestion de la SPGE revient à confronter les moyens mis en uvre et les objectifs fixés. Le contrôle portera donc surtout sur le niveau d'adéquation entre les produits et les charges.

Les ratios suivants seront produits et évalués annuellement :

$$- \frac{\text{frais fonctionnement SPGE}}{\text{produits totaux}}$$

$$- \frac{\text{frais de fonctionnement stations}}{\text{produits totaux}}$$

$$- \frac{\text{investissements}}{\text{produits totaux}}$$

$$- \frac{\text{dépenses engagées}}{\text{produits totaux}}$$

$$- \frac{\text{provisions pour risque et charges}}{\text{produits totaux}}$$

$$- \frac{\text{dotations aux réserves}}{\text{produits totaux}}$$

Le contrôle de gestion fera l'objet de tableaux de bord transmis semestriellement par la SPGE au Ministre.

Le rapport annuel relatif aux résultats de gestion sera transmis par la SPGE au plus tard le 31 mars et la première fois le 31 mars 2001.

7.4. Applications spécifiques

La SPGE comparera également de façon permanente et en fonction des données disponibles, le niveau de sa performance et celui d'autres acteurs belges et européens actifs dans le même secteur.

Le Gouvernement dispose du contrôle tel que défini par le décret et par le présent contrat. Dans ce cadre, les deux commissaires exécutent leur mission au nom du Gouvernement et lui font rapport.

Les tableaux de bord transmis semestriellement au Ministre et le rapport annuel seront examinés au préalable par un collège composé par :

- les deux commissaires du Gouvernement auprès de la SPGE;
- les réviseurs d'entreprise de la SPGE;
- un représentant de la DGRNE;
- un spécialiste de l'écologie des eaux douces;
- un représentant des élus communaux;
- un spécialiste du droit de l'environnement;
- un représentant de l'Inspection des Finances.

Les cinq derniers membres sont désignés par le Gouvernement et doivent être totalement indépendants de la SPGE.

Le Président est désigné par le Gouvernement wallon.

Le règlement d'ordre intérieur de ce collège, de même que la rémunération de ses membres sont fixés par le Gouvernement.

Le Collège est tenu de faire rapport au Ministre quant à la validation des tableaux de bord par rapport aux objectifs fixés; de plus, le Président du Collège transmet, avec l'avis du Collège, le rapport annuel au Ministre et au Président du Parlement wallon.

CHAPITRE VIII. — *Les sanctions*

Lorsque les obligations prévues par le présent contrat de gestion ne sont pas respectées par la SPGE à l'issue d'un exercice, elles se concertent sur les mesures correctrices à prendre et fixent la date de la prochaine évaluation.

A cette date, si il est constaté que ces mesures n'ont pas donné de résultat, le Gouvernement peut activer les sanctions qui ont été déterminées au moment de la fixation des mesures correctrices.

En cas de non-respect des objectifs prévus pour les critères précités, des sanctions proportionnelles et adéquates pourront être appliquées à la SPGE selon des modalités à déterminer par le Gouvernement après discussion avec la SPGE.

En aucun cas, ces sanctions ne pourront porter atteinte aux droits dont les tiers disposent en raison de l'exécution du présent contrat de gestion.

La SPGE ne pourra se voir appliquer aucune sanction prévue par le contrat de gestion ni être tenue au paiement de dommages et intérêts en raison du non accomplissement de ses missions si celui-ci est la conséquence de la défaillance de la Région ou d'un cas fortuit ou de force majeure.

CHAPITRE IX. — *Les dispositions diverses*

Le Gouvernement est représenté, pour tout problème se rapportant à l'exécution du présent contrat de gestion, par le Ministre.

L'entrée en vigueur du présent contrat de gestion est effective lorsque la double condition de sa publication au *Moniteur belge* et de sa communication au Parlement wallon par le Ministre est remplie.

Namur, le 29 février 2000.

Pour la SPGE :

Le Président du Comité de Direction,
Jean-François Breuer.

Le Président du Conseil d'administration,
Jean-Claude Marcourt.

Pour le Gouvernement wallon :

M. FORET,
Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

—
Note

(1) Chaque type d'investissement (assainissement public, égouttage prioritaire, protection des captages) fera l'objet de production de ce même ratio.

« SPGE » : Plan financier 2000-2004

I. HYPOTHESES	Ouverture	2000	2001	2002	2003	2004
Evolution des charges		0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Evolution des volumes d'eau consommée		-2,0 %	-2,0 %	-2,0 %	-1,0 %	-1,0 %
Inflation attendue		1,50 %	2,00 %	2,00 %	2,00 %	2,00 %
Evolution taxe industrielle		-4,00 %	-4,00 %	-4,00 %	-2,00 %	-2,00 %
REDEVANCE						
PRODUCTION EAU						
Volume en milliers de m ³		390,000	382,200	374,556	370,810	367,102
Redevance		3	3	3	3	3
Produit redevance		1,170,000	1,146,600	1,123,668	1,112,431	1,101,307
TAXE DISTRIBUTION EAU						
Volume en milliers de m ³		145,000	142,100	139,258	137,865	136,487
Taxe		16	16	16	16	16
Complément taxe industrielle		400,000	384,000	368,640	361,267	354,042
Produit taxe		2,720,000	2,657,600	2,596,768	2,567,114	2,537,830
COUT-VERITE						
Volume en milliers de m ³		145,000	142,100	139,258	137,865	136,487
Rémunération additionnelle		-	4	8	15	16
Produit additionnel (HTVA)		-	568,400	1,114,064	2,067,981	2,183,788
ORDONNANCEMENTS						
TRAVAUX						
sur encours au 1.1.2000		2,018,600	4,037,200	3,027,900	1,009,300	0
Engagemets neufs et remplacement		3,000,000	6,000,000	7,500,000	8,500,000	10,500,000
sur engagements neufs et remplacement		750,000	2,700,000	5,175,000	7,225,000	8,875,000
Ordonnancements totaux		2,768,600	6,737,200	8,202,900	8,234,300	8,875,000
II. COMPTES DE RESULTATSG	Ouverture	2000	2001	2002	2003	2004
PRODUITS D'EXPLOITATION		-	1,715,000	2,237,732	3,180,413	4,104,016
A. Provenance de la redevance		-	1,146,600	1,123,668	1,112,431	1,101,307
B. Provenant de la taxe		-	-	-	-	818,921
C. Provenant du coût-vérité		-	568,400	1,114,064	2,067,981	2,183,788
CHARGES D'EXPLOITATION		410,190	2,353,138	3,253,130	4,270,369	5,318,611
A. Frais de fonctionnement des STEP		20,077	1,256,040	1,295,445	1,448,797	1,566,004
B. Services prestés par les IC		290,113	996,083	1,855,639	2,718,486	3,648,469
C. Coût de fonctionnement de la SPGE		100,000	10,015	102,045	103,086	104,138
BENEFICE/PERTE D'EXPLOITATION		-410,190	-638,138	-1,105,398	-1,089,956	-1,214,596
RESULTAT FINANCIER		477,531	867,615	1,123,539	1,282,879	1,417,528
A. Résultat courant		303,940	278,907	46,052	-262,109	-610,343
B. Leasing		173,591	588,708	1,077,487	1,544,988	2,027,872
RESULTAT COURANT		67,342	229,477	108,141	192,923	202,933
RESULTAT EXCEPTIONNEL		-127,379	-13,288	-12,984	-12,836	-8,595
BENEFICE (PERTE) DE L'EXERCICE AVANT IMPOTS		-60,038	216,189	95,157	180,087	194,338
IMPOTS SUR LE RESULTAT		0	67,726	38,225	72,341	78,066
BENEFICE (PERTE) DE L'EXERCICE A AFFECTER		-60,038	153,463	56,933	107,746	116,273
AFFECTATION						
Réserve légale		0	7,673	2,847	5,387	5,814

Dividendes		0	33,600	33,600	33,600	33,600
Bénéfice à reporter		-60,038	112,190	20,486	68,759	76,859
	Actif net - Capital libéré	-60038	52152	72638	141397	218256
III. BILANS	Ouverture	2000	2001	2002	2003	2004
ACTIF						
ACTIFS IMMOBILIERS	14,051,925	14,051,925	14,051,925	14,051,925	14,051,925	14,051,925
Immobilisations financières	14,051,925	14,051,925	14,051,925	14,051,925	14,051,925	14,051,925
ACTIFS CIRCULANTS		9,113,903	14,827,149	21,531,103	27,824,513	34,234,752
Créances à plus d'un an (leasing)	-	9,113,903	14,827,149	21,531,103	27,824,513	34,234,752
ACTIFS D'EXPLOITATION		1,118,826	1,659,047	2,222,532	2,924,356	3,474,997
Créances à un an au plus (leasing)	-	123,828	432,918	826,942	1,247,077	1,722,209
Créance sur l'administration	-	972,500	1,093,150	1,208,625	1,436,882	1,455,731
Créance TVA	-	22,499	132,980	186,965	240,397	297,057
TRESORERIE	6,933,900	7,121,137	3,373,959	20,586	66,438	45,913
TOTAL	20,985,825	31,405,792	33,912,080	37,826,146	44,867,232	51,807,587
PASSIF						
FONDS PROPRES	20,985,825	24,815,787	27,593,250	30,213,351	32,854,611	34,656,193
Parts sociales A	400,000	400,000	400,000	400,000	400,000	400,000
Parts sociales B	20,585,825	24,475,825	27,133,425	29,730,193	32,297,307	34,016,216
Réserves		0	7,673	10,520	15,907	21,721
Bénéfice reporté		-60,038	52,152	72,638	141,397	218,256
EXIGIBLE A MOYEN ET LONG TERME		6,585,653	6,278,163	7,551,394	11,924,137	17,035,107
Dettes à plus d'un an	-	6,585,653	6,278,163	7,551,394	11,924,137	17,035,107
EXIGIBLE A COURT TERME		4,352	40,666	61,401	88,483	116,287
Dette TVA		4,352	40,666	61,401	88,483	116,287
TOTAL	20,985,825	31,405,792	33,912,080	37,826,146	44,867,232	51,807,587

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C – 2000/27124]

Geschäftsführungsvertrag zwischen der Wallonischen Regierung und der «Société publique de Gestion de l'Eau»
(Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung)

INHALTSVERZEICHNIS

- Kapitel I: Vorwort
- Kapitel II: Allgemeines
- Kapitel III: Aufgaben der «SPGE»
- Kapitel IV: Verpflichtungen der «SPGE»
- Kapitel V: Verpflichtungen der Region
- Kapitel VI: Finanzielle Verpflichtungen der Region und der «SPGE»
- Kapitel VII: Kontrolle über die «SPGE»
- Kapitel VIII: Strafmaßnahmen
- Kapitel IX: Sonstige Bestimmungen

KAPITEL I — Vorwort

Im Sinne des vorliegenden Vertrags gelten folgende Definitionen:

1. «Minister»: der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasserwesen gehört;
2. «SPGE»: die "Société publique de gestion de l'eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung);
3. «Ortschaft»: Gebiet, in welchem die Besiedlung und/oder die wirtschaftlichen Tätigkeiten ausreichend konzentriert sind, um eine Sammlung von städtischem Abwasser im Hinblick auf die Weiterleitung zu einer kollektiven Klärstation oder einer Einleitungsendstelle zu ermöglichen. Genauer gesagt handelt es sich bei einer Ortschaft um die

gesamten Kerngebiete eines technischen Wassereinzugsgebiets, dessen Anzahl Einwohnergleichwerte 2000 je Kerngebiet überschreitet; die Summe der Einwohnergleichwerte dieser verschiedenen Kerngebiete dient zur Bestimmung der Anzahl Einwohnergleichwerte der Ortschaft. Die Kerngebiete von weniger als 2000 Einwohnergleichwerten werden als getrennte Gebiete betrachtet.

4. «Technisches Wassereinzugsgebiet»: geographischer Raum, in dem ein in den allgemeinen Gemeindekanalisationsplänen angeführtes Entwässerungs- und Sammelkanalnetz an eine (bereits vorhandene oder geplante) Klärstation angeschlossen ist; es handelt sich um den Einflussbereich der Klärstation.

5. «Kerngebiet»: technisches Zwischengebiet, wenn ein technisches Wassereinzugsgebiet verschiedene räumlich nicht zusammenhängende Lokalitäten deckt.

6. «Einwohnergleichwert»: oder abgekürzt «EGW»: Schadstoffbelastungseinheit, welche die organische, biologisch abbaubare Belastung darstellt, die einen biologischen Sauerstoffbedarf in 5 Tagen (BSB5) von 60 Gramm pro Tag erfordert.

7. «geklärter Einwohnergleichwert» oder abgekürzt «geklärter EGW»: der über die Klärstationen geleitete Einwohnergleichwert, wodurch eine Verringerung der folgenden Parameter beabsichtigt wird: BSB5, CSB, TOD, SS, Ntot, Ptot.

8. «vorrangige Entwässerung»: Entwässerung, die sich auf die Ortschaften von über 2000 EGW bezieht, zu denen die Entwässerung anderer, von der Regierung unter Berücksichtigung umweltbezogener Prioritäten festgelegten Ortschaften von weniger als 2000 EGW hinzukommen kann.

9. «Allgemeine Schutzmaßnahmen»: die zum Schutz des Grundwassers und des zu Trinkwasser aufbereitbaren Oberflächenwassers getroffenen Maßnahmen, die auf das gesamte Gebiet der Wallonischen Region anwendbar sind.

10. «Sondermaßnahmen»: die Gesamtheit der Maßnahmen, die zum Schutz des Grundwassers oder des Oberflächenwassers, das eine bereits vorhandene Wasserentnahmestelle versorgen könnte, erforderlich sind, insbesondere die Aktionen, die auf oder außerhalb der Grundstücke der Trinkwassererzeuger auszuführen sind:

- für das Grundwasser, in den Präventiv- und den Überwachungszonen, die sich auf diese zu Trinkwasser aufbereitbare Wasserentnahmestelle beziehen;
- für das Oberflächenwasser, in der Präventivzone, die sich auf diese zu Trinkwasser aufbereitbare Wasserentnahmestelle bezieht.

11. «Sammelkanäle»: Leitungen, welche die Abwasserkanalnetze mit den zur Klärung des Abwassers vorgesehenen oder vorhersehbaren Stellen verbinden.

12. «Öffentliche Abwasserreinigung»: die gesamten Vorgänge, die auf den Bau oder den Betrieb der Klärstationen und Sammelkanäle abzielen.

Die Bestimmungen des vorliegenden Geschäftsführungsvertrags stehen in einem dreifachen Zusammenhang:

1.1. Die regionalpolitische Erklärung «Wallonie Horizont 2004»

Diese enthält folgende Angaben:

«Einer der wichtigsten Reichtümer der Wallonie ist die Qualität ihres Wassers. Diese muss erhalten bleiben; diejenigen, die es verschmutzen, müssen für die Kosten aufkommen.

Einer der Hauptfaktoren für die Erhaltung des Wassers ist die schrittweise Einführung einer Landwirtschaft, deren Produktionsverfahren ebenfalls umweltfreundlich sind. Ebenso muss das Wasser insbesondere durch die Anwendung von Maßnahmen zum Schutz der Grundwasserentnahmestellen auf einer streng wissenschaftlichen Grundlage und durch die Verbesserung der Qualität unserer Wasserläufe durch eine integrierte Bewirtschaftung eines jeden Wassereinzugsgebiets erhalten werden (unter anderem, was die Politik zum Schutz gegen Überschwemmungen betrifft).

Was die Haushalte betrifft, wird die Regierung die vorschriftsmäßigen und tariflichen Maßnahmen im Hinblick auf eine schonende Nutzung des Wassers fördern. Die Regierung wird für eine Harmonisierung des Wasserpreises sorgen (Wassererzeugung und -versorgung), indem sie das Prinzip der Solidarität garantiert und angemessene Tarife und eine minimale Liefermenge aufrechterhält.

Zwecks der Senkung der Investitionskosten für die Abwasserreinigung werden Studien zur Optimierung der integrierten Bewirtschaftung der Wassereinzugsgebiete oder Zwischengebiete entweder durch die Einrichtung von individuellen oder halbkollektiven Klärsystemen in den ländlichen Gebieten oder durch die progressive teilweise Einrichtung von Trennwasserkanälen in bestimmten Stadtgebieten durchgeführt, bevor der Plan für die Kläranlagen festgelegt wird. Diese Studien sollen auf Zeit zu einer Revision der Gemeindekanalisationspläne führen.

Ziel des Dekrets über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung der «SPGE» ist die Einbeziehung der Verantwortung aller Akteure. Die Regierung wird darauf achten, dass der Investitionsrhythmus beschleunigt werden kann, um somit die Entstehung eines Industriezweigs des Wassers in der Wallonie zu fördern. In diesem Zusammenhang werden besondere Bestrebungen in Gang gesetzt, um die Entwicklung der wallonischen Wassertechnologien zu fördern. Der Wassersektor muss die Beteiligung der privaten Akteure im Bereich der Verwaltung der Abwasserreinigungsdienststellen in der Wallonie ermöglichen.

Die Synergien mit der Region Brüssel und den angrenzenden Regionen müssen diesbezüglich gefunden werden.»

1.2. Der Vertrag für die Zukunft der Wallonie

Dieser gibt unter anderem folgende Zielsetzungen an:

- die Harmonisierung des Wasserpreises;
- die Anwendung der europäischen Richtlinien;
- die Errichtung eines wallonischen Sozialfonds für Wasser;
- die Einführung einer minimalen Liefermenge;
- die Umsetzung der Richtlinie über die Qualität von Wasser für den menschlichen Gebrauch;
- die Anwendung des Verursacherprinzips;
- die Bewirtschaftung je nach Wassereinzugsgebieten und Zwischengebieten;
- die deutliche Beschleunigung der Investitionen in Sachen Entwässerung und Klärung;
- die funktionelle Einsetzung der «SPGE».

1.3. Das Dekret vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer «SPGE»

Das Dekret vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer «SPGE» bildet den gesetzlichen Grundtext, der den vorliegenden Geschäftsführungsvertrag regeln muss.

Um die in diesem Dekret enthaltenen Grundsätze zu verfolgen und sie im Sinne der regionalpolitischen Erklärung und des Vertrags für die Zukunft der Wallonie anzuwenden, hat die Regierung beschlossen, gemäß Artikel 9 des Dekrets einen Geschäftsführungsvertrag mit der «SPGE» abzuschließen.

Dieser Geschäftsführungsvertrag erläutert die der «SPGE» zugewiesenen Aufgaben, und zwar unter Berücksichtigung folgender Grundsätze:

- die Wasserentnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser schützen und die öffentliche Abwasserreinigung gewährleisten;
- sich an den Vorgängen des Wasserkreislaufs beteiligen, sowie die Koordinierung dieser Vorgänge fördern, wobei gleichzeitig auf eine Optimierung und Harmonisierung der Tätigkeiten des Wassersektors in der Wallonischen Region abgezielt wird;
- zur ständigen Transparenz der verschiedenen, in dem Wasserkreislauf eintretenden Kosten beitragen;
- Untersuchungen durchführen, um die der «SPGE» zugewiesenen Zielsetzungen zu erreichen;
- die von der Wallonischen Regierung im Wassersektor anvertrauten Aufgaben durchführen, insbesondere so wie diese in den Satzungen festgelegt werden.

Außerdem regelt der Geschäftsführungsvertrag:

- das in Sachen Abwasserreinigung und Schutz der Wasserentnahmestellen durchzuführende Investitionsprogramm;
- den Finanzplan, der den Betriebslasten der Klärstationen entspricht;
- die zu entwickelnden und einzusetzenden leistungsbezogenen Mittel und Techniken, wie die Richtnormen in Sachen Erzeugung, Klärung und Kanalisationen, die Methodologien für die einheitliche Kostenrechnung, die Vereinheitlichung der Lastenhefte;
- die Grundsätze, die das Entgelt für die Dienstleistungen zum Schutz der Wasserentnahmestellen und zur Abwasserreinigung regieren;
- die in Sachen Koordinierung der Akteure und Beschleunigung der Entscheidungsprozesse erwarteten Zielsetzungen;

Er enthält ebenfalls:

- die verwaltungsmäßigen, vorschriftsmäßigen und sozialen Verpflichtungen der Region;
- die Beteiligung der «SPGE» an den ihr zugewiesenen Zielsetzungen, sowie die Modalitäten zur Anwendung von Geldstrafen im Falle einer Nichtbeachtung durch einen Vertragspartner seiner sich aus dem Geschäftsführungsvertrag ergebenden Verpflichtungen;
- die Elemente, die der in Artikel 11 des Dekrets erwähnte Betriebsplan enthalten muss und die Fristen für die Übermittlung und Genehmigung des Plans;
- die Revisions- und Anpassungsbedingungen des Vertrags unter Berücksichtigung:
- des Eintretens unvorhersehbarer Vorfälle;
- der Aktualisierung des Aktionsprogramms für die Qualität des Wassers;
- dringend durchzuführender Maßnahmen.

Dieser erste Geschäftsführungsvertrag wird für einen Zeitraum abgeschlossen, der am 31. Dezember 2005 abläuft.

Die Regierung zielt ebenfalls darauf ab, dass dieser Vertrag mit Genauigkeit die Art und Weise vorsieht, wie die «SPGE» ihre vorrangigen Aufgaben durchzuführen hat, und zwar den Schutz der Wasserentnahmestellen, sowie die öffentliche Abwasserreinigung und die vorrangige Entwässerung der Ortschaften von mehr als 2000 EGW (und zwar gemäß der europäischen Richtlinie 91/271/EG über die Behandlung von kommunalem Abwasser), zu denen andere, von der Regierung unter Berücksichtigung der umweltbezogenen Prioritäten festgelegte Ortschaften hinzugerechnet werden können.

Die «SPGE» wird sich außerdem an die Verpflichtung halten müssen, sowohl finanzielle als auch umweltbezogene Ergebnisse vorzuweisen.

Die Regierung wird die «SPGE» kontrollieren und weiterhin allein über die eventuell im Wassersektor einzusetzenden vorschriftsmäßigen Maßnahmen entscheiden.

KAPITEL II — *Allgemeines*

2.1. Gegenstand des Vertrags

A. Nach einer im Rahmen der integrierten Bewirtschaftung des Wassersektors geführten Verhandlung wird in dem Vertrag die Liste der den Parteien zugewiesenen Zielsetzungen und Verpflichtungen festgelegt.

Das Vertragsverhältnis beruht auf dem Grundsatz der Kohärenz zwischen den finanziellen, menschlichen und technischen Mitteln, die von der «SPGE» gewährt oder bereitgestellt werden und den mittel- oder langfristig verfolgten Zielsetzungen, wobei der «SPGE» eine den gesamten Eigenschaften ihrer Satzungen entsprechende finanzielle Autonomie garantiert wird.

B. Der Geschäftsführungsvertrag wird jährlich hinsichtlich der Einhaltung der Verpflichtungen durch die Parteien und des Verwirklichungsgrads der Zielsetzungen bewertet.

Diese Bewertung beruht auf dem Vorlegen einer geordneten Anzahl von Indikatoren, durch die folgende Eigenschaften für die eingesetzten Aktionen beurteilt werden:

- die Wirksamkeit: Ergebnisse/Zielsetzungen;
- die Effizienz: Mittel/Ergebnisse;
- die Relevanz: Mittel/Zielsetzungen.

Durch das Vorlegen jährlicher Lageberichte wird der Vorgang formalisiert und eine regelmäßige Bewertung der Ergebnisse gewährleistet.

Die Leistungsfähigkeit der umweltbezogenen Aktionen wird jährlich durch das Vorlegen eines Lageberichts bewertet, der relevante Indikatoren enthält.

Falls die «SPGE» ihren an Ergebnisse gebundenen Verpflichtungen nicht nachkommt, werden die vorgesehenen Strafen angewandt.

C. Der Betriebsplan ist ebenfalls ein integrierender Bestandteil der im Rahmen des Vertrags eingegangenen Verpflichtungen. Er wird einmal im Jahr erstellt und bildet für die «SPGE» ein strategisches Instrument zur Ermöglichung:

- der Bewertung der Zwischenergebnisse im Verhältnis zu den Zielsetzungen durch die Kontrolle der internen Geschäftsführung. Diese Kontrolle wird insbesondere auf der Grundlage einer analytischen Buchführung, einer Haushaltsbuchführung, einer Finanzanalyse und des regelmäßigen Vorlegens von insbesondere Leistungsindikatoren in Bezug auf die Umwelt beinhaltenden Lageberichten durchgeführt;

- der Entwicklung einer dynamischen Geschäftsführungspolitik zur Nutzung der menschlichen Ressourcen, die auf dem Grundsatz der Vollmachterteilung und der Verantwortung beruht.

Der Betriebsplan wird dem Verwaltungsrat der «SPGE» jährlich zum Zeitpunkt der Prüfung des Haushaltsplans unter Beifügung des aktualisierten Finanzplans unterbreitet.

Er wird erstmals sechs Monate nach dem Inkrafttreten des Geschäftsführungsvertrags erstellt.

2.2. Eigenschaften des Vertrags

A. MEHRJÄHRLICHKEIT

Der vorliegende Geschäftsführungsvertrag wird bis zum 31. Dezember 2005 abgeschlossen.

Im Laufe der ersten zwei Jahre (2000-2001) wird die «SPGE» sich darum bemühen, die Durchführung des durch den Erlass vom 18. Mai 1995 und/oder durch die von der Regierung eingebrachten Abänderungserlasse zur Einfügung der vorrangigen Entwässerung festgelegten Programms zu Ende zu führen.

Im Laufe der vier darauffolgenden Jahre (2002-2005) wird die «SPGE» ihre Aktionen unter Berücksichtigung der in dem Aktionsprogramm für die Qualität des Wassers festgelegten Zielsetzungen, so wie sie von der Regierung definiert wurden, bestimmen.

B. KONTINUITÄT

2. Der Geschäftsführungsvertrag muss den Grundsatz der Kontinuität des öffentlichen Dienstes berücksichtigen. In der Tat erfordern die Belastungen, denen der Wasserkreislauf ausgesetzt ist, die Schaffung von Verhütungs- und Schutzmaßnahmen.

Außerdem ermöglicht eine korrekte Wiedergabe der nachhaltigen Entwicklung im Wasserpreis durch Kostenteilung die Einbeziehung der unabhängigen Akteure in die Investitionen.

Um die von den europäischen Richtlinien in Sachen Klärung beabsichtigten Zielsetzungen zu erreichen, ist die Einführung einer Planung zwecks einer zeitlichen Fortsetzung der Investitionen unerlässlich.

C. ANPASSUNG

Die Optimierung der Wasserbewirtschaftung erfordert eine ständige Anpassung der Aktionen. Diese müssen für die gesamten, in Sachen Entwässerung, Klärung und Schutz des Wassers getätigten Investitionen im Sinne der Koordinierung ausgeführt werden.

Dies gilt ebenfalls für die Tarifpolitik, die streng unter Berücksichtigung der Finanzmittel zu bestimmen ist, die für die Investitionen, die eine nachhaltige Wasserbewirtschaftung sicherstellen, erforderlich sind.

In Anbetracht dieser Erfordernisse kann der vorliegende Vertrag durch Nachträge abgeändert oder angepasst werden.

D. GARANTIE DES ÖFFENTLICHEN DIENSTES

Die rationelle Bewirtschaftung, so wie die Erhaltung der Qualität des Wassers bilden eine der Grundlagen der nachhaltigen Entwicklung der Wallonie.

In diesem Sinne tritt die Regierung entgegen dem Bürger als Bürge eines Dienstes auf, durch den die Möglichkeit gegeben ist, über diese Ressource in zureichender Qualität und Quantität zu einem geringstmöglichen Preis zu verfügen.

Der Geschäftsführungsvertrag muss die Optimierung dieses öffentlichen Dienstes fördern, wobei sich die bereits bestehenden Einrichtungen als Ausgangsbasis später unter Berücksichtigung der zukünftigen vorschriftsmäßigen Bestimmungen fortentwickeln sollen.

E. LEISTUNGSSTEIGERUNG

Die zur Erreichung der von der europäischen Union festgelegten Ziele im Hinblick auf die Abwasserreinigung zu unternehmenden Anstrengungen und die Notwendigkeit, eine den tatsächlichen Kostenpreis des Wassers angehende Tarifpolitik einzuführen, erfordern eine integrierte und leistungsfähige Konzeption in Bezug auf die Bewirtschaftung des Wasserkreislaufs.

Der Geschäftsführungsvertrag äußert diese leistungsorientierten Erfordernisse durch die Einsetzung von internen und externen Mitteln, insbesondere unter Berücksichtigung der Empfindlichkeit des Vorfluters in den Bereichen des Schutzes der Wasserentnahmestellen, der öffentlichen Abwasserreinigung und der vorrangigen Entwässerung.

Die internen Mittel sind:

- die Kapitalverzinsung auf der Grundlage des 10 Jahres-OLO-Zinssatzes des betreffenden Geschäftsjahrs gemäß der folgenden Berechnung: Durchschnitt des Zinssatzes am letzten Banktag eines jeden Monats der des vorerwähnten Geschäftsjahrs des benchmark (Referenz Nationalbank), dem eine zusätzliche, durch den Stand der im Verhältnis zu den Zielsetzungen erreichten Ergebnisse bestimmte Dividende von höchstens 4 % hinzugefügt wird.

Die Einhaltung der Zielsetzungen wird unter Berücksichtigung der Verantwortungen bewertet, die ausschließlich der «SPGE» obliegen, insbesondere:

- ihre Fähigkeit, die Fristen einzuhalten;
- ihren Beitrag zur Kosteneinsparung.

Die Koeffizienten: $\frac{\text{Anzahl der geklärten EGW}}{\text{Anzahl der zu klärenden EGW}}$ (in Höhe von 85 %)

$\frac{\text{Anzahl geschützter Wasserentnahmestellen}}{\text{Anzahl der zu schützenden Wasserentnahmestellen}}$ (in Höhe von 15 %)

bilden die vertraglich festzulegende Grundlage für die Bestimmung der Zusatzdividende.

Die vorerwähnte Anzahl EGW bezieht sich auf die Anzahl geklärter EGW gemäß der Definition der Bezeichnung "Ortschaft".

Zu diesen EGW können gegebenenfalls die EGW hinzukommen, die aus der Klärung der von der Regierung unter Berücksichtigung umweltbezogener Prioritäten bestimmten Ortschaften stammen.

- die Leitnormen für die Finanzgebarung, die auf jeden auf die Finanzierung ausgerichteten Betrieb Anwendung finden;
- die Verantwortungsübernahme der mit einem befristeten Amt bekleideten Geschäftsführer;
- die Verwaltungsautonomie.

Die externen Mittel sind:

- die Einrichtung eines Vertragsverhältnisses (Dienstleistungsvertrag) zwischen der «SPGE» und den Erzeugern in Bezug auf:

- die Einführung einer allgemeinen Methodologie bezüglich der Geschäftsführung und der Feststellung der Kosten;
- die Förderung des Zusammenwirkens zwischen den Wassererzeugern, Wasserverteilern und Vereinigungen für die Klärung;
- ein System zur qualitätsfördernden Bewirtschaftung der Ressource durch einen mit den erzeugten Wassermengen verbundenen Preis des Klärungsdienstes;
- eine bedeutsame Betonung und eine bessere Koordinierung in der Durchführung der Schutzmaßnahmen in den Wassergewinnungsgebieten;
- eine rationelle Orientierung der Benutzungswahl der zu Trinkwasser aufbereitbaren Wasserressourcen.
- die Herstellung eines Vertragsverhältnisses zwischen der «SPGE» und den anerkannten Vereinigungen für die Klärung durch einen Dienstleistungsvertrag in Bezug auf:
 - die Leitnormen für eine gute Geschäftsführung in Sachen Investitionen und Betrieb, unter Berücksichtigung bestimmter Parameter;
 - ein Verfahren zur Durchführung von vorschriftsmäßig geplanten Arbeiten mit streng einzuhaltenden Fristen;
 - die Anwendung der geeignetsten Klärtechnik und die Offenheit gegenüber fortgeschrittener Technologien;
 - eine bessere Vereinheitlichung der Lastenhefte für die Errichtung der Klärstationen unter Berücksichtigung der Beschaffenheit des Grundstücks;
 - eine Koordinierung zwischen der öffentlichen Abwasserreinigung und der vorrangigen Entwässerung;
 - eine ergebnisorientierte Verpflichtung hinsichtlich der Betriebsfähigkeit der Klärstationen unter Einbeziehung von Strafen im Falle von Versäumnissen und von Beteiligungsmechanismen;
 - die Möglichkeit, auf alle Formen der Auftragsvergabe zurückgreifen zu können.

F. INTEGRIERTE KONZEPTION

Der Geschäftsführungsvertrag fördert eine integrierte Konzeption des Wassersektors auf zwei Ebenen:

1. Die Bewirtschaftung der Ressource: die Verpflichtungen der «SPGE» beziehen sich auf die Garantie der quantitativen und qualitativen Erhaltung des Wassers, sowohl auf Ebene des Schutzes der Wasserentnahmestellen, als auch auf Ebene der öffentlichen Abwasserreinigung.

Das von der Regierung bestimmte Aktionsprogramm für die Qualität des Wassers legt Aktionen fest, die durch die Planung der Investitionen für den Schutz der Wasserentnahmestellen und für die öffentliche Abwasserreinigung im Geschäftsführungsvertrag übernommen werden.

2. Die Planung der öffentlichen Abwasserreinigung: durch den Geschäftsführungsvertrag sieht die Regierung die Möglichkeit vor, neue Prioritätsregeln und Wahlkriterien zur optimalen Koordinierung der vorrangigen Entwässerung und der öffentlichen Abwasserreinigung festzulegen.

Die «SPGE» schlägt der Regierung angemessene Finanzregeln zur vorrangigen Entwässerung vor, um diese Koordinierung zu fördern.

KAPITEL III — *Aufgaben der «SPGE»*

3.1. Vorrangige Aufgaben

Der «SPGE» werden folgende Aufgaben zugewiesen:

A. die Gewährleistung des Schutzes der Wasserentnahmestellen und die Durchführung des Programms zum Schutz der Wasserentnahmestellen, insbesondere die in den Punkten 1°, 2°, 9°, 11°, und 12° des Paragraphen 2 des Artikels 5 des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von

Grundwasser und zu Trinkwasser aufbereitem Wasser erwähnten Aktionen.

B. die Sicherstellung innerhalb der von der Regierung vorgesehenen Fristen der vollständigen Errichtung der Klärstationen und Sammelkanäle, die zur Abwasserreinigung in den Ortschaften von mehr als 2000 EGW, zu denen andere, von der Regierung unter Berücksichtigung umweltbezogener Prioritäten bestimmte Ortschaften hinzugezählt werden können, erforderlich sind. Die eventuellen damit verbundenen Sammelkanäle und vorrangige Entwässerung werden ausdrücklich von der Regierung bestimmt.

Der Betrieb der bereits vorhandenen Klärstationen fällt in den Zuständigkeitsbereich der «SPGE». Diese Aufgabe umfasst die Aktionen, die in Punkt 1° des Artikel 47 des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung industrieller und häuslicher Abwässer, das unlängst durch das Dekret vom 31. März 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de gestion de l'eau" abgeändert wurde, erwähnt werden.

Diese Aktionen betreffen insbesondere:

- die erforderlichen Untersuchungen, die Arbeiten und Anschaffungen von Immobiliengütern im Rahmen der Leitung durch die zugelassenen Vereinigungen der Konzipierung, des Baus und der Gestaltung der für die Klärung der zur Sammlung und Klärung des Abwassers aus den öffentlichen Kanalisationen bestimmten Bauwerke;

- den Abschluss von Leasingverträgen und sonstige Finanzgeschäfte mit den Vereinigungen für die Klärung;

- den Betrieb der Vereinigungen für die Klärung im Hinblick auf die Verfolgung der in Artikel 18, 1° bis 7° des Dekrets vom 7. Oktober 1985 erwähnten Ziele;

- die Investitionen, die für den Bau durch die zugelassenen Vereinigungen für die Klärung der Behandlungszentren für Fäkalien aus Faulgruben erforderlich sind und jene bezüglich der Betriebskosten dieser Zentren;

- die Behandlung des Klärschlammes aus den Klärstationen der zugelassenen Vereinigungen für die Klärung;

C. die Sicherstellung einer strengen Koordinierung zwischen der vorrangigen Entwässerung und der öffentlichen Abwasserreinigung im Rahmen der Durchführung der vorrangigen Entwässerungsarbeiten;

D. die Durchführung in Zusammenarbeit mit den Akteuren der erforderlichen Untersuchungen im Hinblick auf die Vereinheitlichung der Kostenrechnung und die Entwicklung einer Selbstkostenpreisstruktur des Wassers, die zur Transparenz in den Fakturapreisen des von der öffentlichen Wasserversorgung gelieferten Wassers beitragen wird.

3.2. Zusätzliche Aufgaben

A. die Durchführung der erforderlichen Untersuchungen, um zu der Bestimmung der Grundsätze einer sozialen Tarifierung und einer universellen Wasserlieferung durch die Regierung beizutragen;

B. die Förderung der Entwicklung der Synergien zwischen den Wassererzeugern und -verteilern.

3.3. Grundprinzip

Im Allgemeinen kann die «SPGE» der Regierung alle Vorschläge unterbreiten, die sie im Rahmen ihrer Aufgaben als zweckmäßig erachtet. Die vorschriftsmäßigen Maßnahmen fallen ausschließlich unter die Zuständigkeit der Regierung.

KAPITEL IV - *Verpflichtungen der «SPGE»*

Die unter Berücksichtigung der in Kapitel 3.1 beschriebenen Aufgaben bestimmten Verpflichtungen der «SPGE» werden anhand der Mittel durchgeführt, die in dem Finanzplan, welcher dem vorliegenden Vertrag beigelegt wird, einzeln angegeben werden.

Die «SPGE» optimiert ihren Finanzplan bestens für die Interessen der Region und unter Berücksichtigung der Bedürfnisse ihres Haushalts.

Diese Verpflichtungen werden in 4 Bereichen erfüllt, und zwar:

4.1. Schutz der Wasserentnahmestellen;

4.2. Öffentliche Abwasserreinigung;

4.2.1. Finanzierung der öffentlichen Abwasserreinigung

4.2.2. Durchführung der öffentlichen Abwasserreinigung

4.3. Vorrangige Entwässerung.

4.1. Schutz der Wasserentnahmestellen

Um die Zielsetzung in Bezug auf den Schutz der Wasserentnahmestellen zu erreichen, geht die «SPGE» folgende Verpflichtungen ein:

A. Den Abschluss innerhalb der sechs Monate ab der Unterzeichnung des Geschäftsführungsvertrags eines Dienstleistungsvertrags für den Schutz der Wasserentnahmestellen mit den Erzeugern von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser, die sich auf das Prinzip des Vertragsverhältnisses einstellen möchten.

Bei dem Dienstleistungsvertrag für den Schutz des Trinkwassers handelt es sich um ein zwischen einem Erzeuger von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und der «SPGE» getroffenes Abkommen, nach dessen Bestimmungen die letztgenannte Partei gegen Entgelt den Schutz des zu Trinkwasser aufbereitbaren Wassers gewährleistet, der in den Programmen, die in den vorerwähnten, in Artikel 5 § 2 des Dekrets vom April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und zu Trinkwasser aufbereitem Wasser beschriebenen Aktionen erwähnt werden, bestimmt wird.

Der Dienstleistungsvertrag deckt einen Zeitraum von mindestens 20 Jahren mit Nachträgen alle fünf Jahre. Er bezieht sich auf die Untersuchung der Schutzmaßnahmen, so wie deren Durchführung in Zusammenarbeit mit dem Erzeuger oder mit jeder anderen bezeichneten Person. Er legt die finanzielle Gegenleistung fest, die beiden Parteien für die Durchführung dieser Dienstleistungen gebühren.

B. Die Konzertierung mit den betroffenen Erzeugern, dem Minister, den Gemeinden und den anderen beteiligten Drittpersonen im Hinblick auf die Festlegung der Durchführungsmodalitäten der Schutzmaßnahmen, deren Prioritäten und der Durchführungsfristen.

Die Konzertierung wird von der «SPGE» eingeleitet und bezieht sich auf die genauen Verpflichtungen einer jeden der Parteien, um zu der Erstellung eines Programms für die Schutzmaßnahmen zu führen.

C. Die jährliche finanzielle und haushaltsbezogene Bewertung der durchzuführenden Maßnahmen nach erfolgter Konzertierung zwecks des Abschlusses der Schutzverträge;

D. Die Beteiligung an der Förderung der integrierten Aktionen in den Präventivzonen und gegebenenfalls in den Überwachungszonen. Diese werden unter der Aufsicht des Ministers durchgeführt;

E. Die Sicherstellung der Finanzierung der allgemeinen Schutzmaßnahmen, so wie sie von der Regierung auf der Grundlage des Aktionsprogramms für die Qualität des Wassers bestimmt wurden, sowie der Schutzmaßnahmen in den Präventivzonen, nachdem die letzteren von der Verwaltung eine Durchführungsbescheinigung erhalten haben.

4.2. Öffentliche Abwasserreinigung

4.2.1. Finanzierung der öffentlichen Abwasserreinigung

Die «SPGE» geht folgende Verpflichtungen ein:

A. Den Abschluss innerhalb der fünf Monate nach dem Inkrafttreten des Geschäftsführungsvertrags eines Dienstleistungsvertrags für die Abwasserreinigung mit den Erzeugern, die es wünschen.

Bei dem Dienstleistungsvertrag für die öffentliche Abwasserreinigung handelt es sich um ein für eine Dauer von 20 Jahren mit Nachträgen alle 5 Jahre zwischen einem Erzeuger von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und der «SPGE» getroffenes Abkommen, nach dessen Bestimmungen der Wassererzeuger die Dienstleistungen der «SPGE» in Anspruch nimmt, um nach einer bestimmten Planung die Reinigung eines Abwasservolumens durchzuführen, das dem in der Wallonische Region erzeugten und verteilten Wasservolumen entspricht.

Zu diesem Zweck legt die «SPGE» der Regierung den Teil vor, der von den Wassererzeugern zur Klärung des städtischen Abwassers unter Berücksichtigung des Investitionsprogramms und der alternativen Finanzierungsmittel getragen wird.

Die Berechnung des Preises der Dienstleistung für die Abwasserreinigung wird gemäß dem Artikel 44 des Dekrets vom 15. April 1999 festgelegt. Die Wasservolumen, welche die Grundlage der Berechnung des Beitrags der Wassererzeuger an der Abwasserreinigung bilden, werden für eine am 31. Dezember 2004 fällige Übergangsfrist auf der Grundlage der verteilten und den Verbrauchern angerechneten Wasservolumen festgelegt. Der Preis dieser Dienstleistung wird bei den Wassererzeugern einbehalten.

B. Die Einrichtung eines einheitlichen Berechnungssystems der Produktionskosten des Wassers

Um dieses Ziel zu erreichen, muss die «SPGE» innerhalb der 12 Monate nach dem Inkrafttreten des Geschäftsführungsvertrags die Untersuchungen vornehmen, die darauf abzielen, der Regierung Folgendes vorzulegen:

- eine Analyse der Kosten, die bei der Wassererzeugung anfallen, einschließlich der Kosten für den Schutz der Wasserentnahmestellen;
- ein Muster des Betriebstagebuchs für die Wassererzeugung, das von den Wassererzeugern zu führen ist;
- ein Muster des jährlichen technischen Berichts, der von den Wassererzeugern zu führen ist;
- die Regeln für die Führung einer geeigneten Geschäftsbuchhaltung;
- die Regeln und Kriterien, die eine Begrenzung der Produktionskosten ermöglichen;
- die Regeln, die auf die Gewährleistung einer größeren Transparenz der Kosten abzielen, die den Selbstkostenpreis des Wassers bilden.

Auf der Grundlage der ihr übermittelten Untersuchungen wird die Regierung die angemessenen vorschrittmäßigen Maßnahmen treffen.

Die Regierung wird außerdem die geeigneten Maßnahmen treffen, um gemäß Artikel 4 des Dekrets zu bestimmen, auf welche Art und Weise die verschiedenen Kosten, welche den tatsächlichen Kostenpreis des Wassers ausmachen, in der Wasserrechnung im Einzelnen angegeben werden müssen.

4.2.2. Durchführung der öffentlichen Abwasserreinigung

Die «SPGE» geht folgende Verpflichtungen ein:

A. Die Sicherstellung der Durchführung der öffentlichen Abwasserreinigung der Ortschaften von mehr als 2000 EGW, zu denen andere, von der Regierung unter Berücksichtigung der umweltbezogenen Prioritäten festgelegte und im Programm zur Reduzierung der Verschmutzung des Wassers (E.W.R. vom 18. Mai 1995 oder Abänderungserlasse) und im Aktionsprogramm für die Qualität des Wassers aufgeführte Ortschaften hinzugerechnet werden können.

Um dieses Ziel zu erreichen, verpflichtet sich die «SPGE» im Hinblick auf die Beachtung der Richtlinie über die Behandlung von kommunalem Abwasser (91/271/EWG), einen regelmäßig auf den neuesten Stand gebrachten Fälligkeitsplan zur Durchführung des Programms vorzuschlagen.

B. Um dieses Ziel zu erreichen, verpflichtet sich die «SPGE», den dem vorliegenden Vertrag beigefügten Finanzplan jährlich aufgrund der ihr jedes Jahr zur Durchführung der gesamten, zur Klärung bestimmten Bauwerke zur Verfügung stehenden Finanzmittel zu aktualisieren und deren einwandfreien Betrieb zu sichern.

C. Die Sicherstellung des optimalen Betriebs der zukünftigen oder bereits vorhandenen Klärstationen.

Zu diesem Zweck führt die «SPGE» folgende Aufträge aus:

- die Aufstellung innerhalb des Jahres nach Abschluss des Geschäftsführungsvertrags einer Bestandsaufnahme der bereits vorhandenen und sich in Betrieb befindenden Klärstationen;

- die jährliche Festlegung der Kosten, die zum reibungslosen Betrieb der gesamten betriebsfähigen Stationen erforderlich sind;

- die Überprüfung des bestmöglichen Betriebs der Klärstationen auf der Grundlage der umweltbezogenen und technischen Kriterien, einschließlich der Problematik bezüglich des Regenwassers.

D. Den Abschluss innerhalb der sechs Monate ab der Unterzeichnung des Geschäftsführungsvertrags eines Dienstleistungsvertrags für die Klärung mit den anerkannten Vereinigungen für die Klärung.

1. Bei dem Dienstleistungsvertrag für die Klärung und die Sammlung handelt es sich um ein zwischen der «SPGE» und den anerkannten Vereinigungen für die Klärung getroffenes Abkommen, nach dem die letztgenannten gegen Entgelt den Bau von Klärvorrichtungen und die Klärung des Abwassers, so wie letzteres definiert wurde, ausführen.

Dieser Dienstleistungsvertrag wird für eine Dauer von 20 Jahren abgeschlossen und durch sich über mehrere Zeiträume von drei Jahren erstreckende Nachträge ergänzt, mit Ausnahme des ersten Nachtrags, der einen Zeitraum von zwei Jahren deckt. Diese beinhalten Bestimmungen zur Festlegung:

- der Anzahl der einzurichtenden Stationen;
- der Anzahl der einzurichtenden Sammelkanäle;
- der Baufrist eines jeden dieser Bauwerke;
- der voraussichtlichen Kosten;
- der Strafen im Falle einer Nichtbeachtung der vorerwähnten Punkte;
- der Möglichkeiten, auf alle Formen der Auftragsvergabe zurückgreifen zu können, um den festgelegten Zielsetzungen entgegenzukommen.

2. Der Dienstleistungsvertrag enthält mindestens die nachstehenden Klauseln:

- Klausel über die Dienstleistung zum Bau von Klärstationen;
- Klausel über die Planung, die mindestens Nachstehendes enthalten muss:
 - den der anerkannten Vereinigung für die Klärung anvertrauten Auftrag zur Studie des Bauwerks (Projekt und Vor-Projekt);
 - den Preis anderer Ergänzungsstudien;
 - die Fertigstellungsfrist der Studie;
 - das angepasste Lastenheft (das der «SPGE» zur Genehmigung unterbreitet wird).
- Klausel über das Immobilienleasing.

Die «SPGE» finanziert die Dienstleistung für die Klärung und den Bau der Klärstation nach den in den Nachträgen festgelegten Bestimmungen.

Diese Klausel kann unter Umständen Gegenstand eines getrennten Vertrags sein.

- Klausel über die Dienstleistung zur Organisation und Kontrolle der Preisabgabe und für die Leitung der Arbeiten, die Folgendes enthält:
 - das Lastenheft für den Bau der Klärstation;
 - die Art des vorgesehenen Prozesses;
 - die Baufrist;
 - die Anzahl geklärter Einwohnergleichwerte;
 - das geklärte Gebiet im Hinblick auf die Sammelkanalnetze und die vorrangige Entwässerung;
 - den Haushaltsvoranschlag der Baukosten.
- Dienstleistungsklauseln über die Geschäftsführung und den Betrieb der zur Klärung bestimmten Bauwerke zwecks der näheren Untersuchung:
 - der Anzahl der in Betrieb gesetzten Stationen;
 - der Anzahl geklärter Einwohnergleichwerte;
 - der Betriebskosten je Kostenstelle (Anwendung der Grundsätze der analytischen Buchführung);
 - der zu erreichenden Ergebnisse in Sachen Leistungen in Verbindung mit der Umwelt.
- Klausel über das Entgelt, die den Preis einer jeden Dienstleistung und dessen Umrechnung in geklärte Einwohnergleichwerte enthält.

Die von der zugelassenen Vereinigung für die Klärung vereinbarte Entlohnung darf keinesfalls die vor der Unterzeichnung des vorliegenden Vertrags erhaltene Bezuschussung überschreiten.

Ein Mechanismus von Strafmaßnahmen ist ausdrücklich für den Fall einer Vertragsverletzung seitens der zugelassenen Vereinigung vorgesehen.

Unbeschadet des Absatzes 1 kann ebenfalls ein Beteiligungsmechanismus auf der Grundlage der Wirksamkeits- und Effizienzkriterien vorgesehen werden, wenn die umweltbezogenen und/oder finanziellen Leistungen die festgelegten Zielsetzungen übertreffen.

- Schlussklauseln, die Folgendes beinhalten:
 - die auf die Parteien anwendbare Haftpflichtregelung;
 - die finanziellen oder sonstigen Klauseln wegen Verletzung der vertraglichen Verpflichtungen;
 - die Modalitäten der Aussetzung oder Anpassung des Vertrags für die «SPGE».

E. Die Einführung einer einheitlichen Methode zur Berechnung der Kosten in Sachen Klärung.

Um dieses Ziel zu erreichen, muss die «SPGE» innerhalb der 18 Monate ab der Unterzeichnung des vorliegenden Vertrags:

- eine Begriffsbestimmung der Klärungsprozesse aufstellen;
- eine Analyse der Kosten dieser Prozesse, ihrer Auswirkung auf Ebene der Buchführung und der Preise der Dienstleistung für die Klärung vornehmen;
- einen Vergleich zwischen den Akteuren ziehen;
- eine gemeinsame angepasste Berechnungsformel der Kosten aufstellen, sowie die sich auf diese Kosten auswirkenden Parameter hervorheben;
- die Einrichtung von sgt. benchmarks.

F. Die Bestimmung der Leitnormen in Sachen Investitionen und Betrieb der zur Klärung bestimmten Bauwerke.

Diese Investitionsleitnormen werden unter Berücksichtigung folgender Parameter festgelegt:

- die Kapazität in EGW;
- die relevanten Parameter in den Bereichen Geologie, Hydrologie und Raumordnung.

Die Betriebsleitnormen werden unter Berücksichtigung folgender Parameter festgelegt:

- die theoretische Größe der Bauwerke;
- die Überalterung der Bauwerke;
- der Behandlungstyp;
- der Behandlungsgrad in Verbindung mit den Ableitungsnormen;
- das von den Bauwerken erwartete Sicherheits- und Zuverlässigkeitsverhältnis;
- der Belastungsgrad der Anlagen;
- die in Sachen umweltbezogene Leistungen zu erreichenden Ergebnisse.

Anmerkung:

Durch den Betriebsplan, insbesondere den Teil bezüglich der Geschäftsführungskontrolle, verpflichtet sich die «SPGE» zur Führung einer analytischen und einer Haushaltsbuchführung, welche die genaue Identifizierung der Einkassierungen und Auszahlungen, der Verteilung der Einnahmen und Ausgaben für den Schutz, die Reinigung und sonstige Ausgaben (Betrieb, Studien,...) ermöglicht.

Im Allgemeinen werden alle Studien, die Eigentum der «SPGE» werden, von Rechts wegen auch Eigentum der Wallonischen Region.

4.3. Vorrangige Entwässerung

Zur Gewährleistung dieser Zielsetzung muss die «SPGE»:

1. Mit der Regierung einen Vertrag zur Durchführung der vorrangigen Kanalisationen der Ortschaften von mehr als 2000 Einwohnergleichwerten, zu denen andere, unter Berücksichtigung umweltbezogener Prioritäten bestimmte Ortschaften hinzugerechnet werden können, abschließen. Dieser Vertrag enthält:

- die Stelle und Anzahl (in Km) der durchzuführenden vorrangigen Kanalisationen;
- die Baufristen;
- die Art der durchzuführenden vorrangigen Kanalisationen;
- die Veranschlagung der Kosten für die Rohrleitungen der vorrangigen Kanalisationen und deren Verlegung (ohne die Straßenreparaturen);
- den jeweiligen Beitrag der Gemeinden und der «SPGE» zu den Kosten für das Anlegen der vorrangigen Kanalisationen auf der Grundlage der von der Regierung getroffenen vorschriftsmäßigen Maßnahmen;
- eine Klausel über die Revision der jeweiligen Beteiligungen unter Berücksichtigung der Baufristen.

2. Die erforderlichen finanziellen Mittel einschätzen, eine angepasste Finanzierungsstruktur vorschlagen und gegebenenfalls den Finanzplan, so wie er in der Anlage angegeben wird, angleichen.

KAPITEL V — *Verpflichtungen der Region*

Im Rahmen der vorliegenden vertraglichen Beziehung verpflichtet sich die Region dazu, dass der SPGE die erforderlichen Mittel für die Verwirklichung der verhandelten Ziele und die Durchführung ihrer Aufgaben zur Verfügung gestellt werden.

Die Parteien verpflichten sich insbesondere, ihre vertragliche Beziehung gemäß dem im beiliegenden Finanzplan festgesetzten Schema und seinen jährlichen Anpassungen weiterzuführen.

Um die hauptsächliche Zielsetzung in Bezug auf die integrierte Bewirtschaftung des Wasserkreislaufs zu bestätigen, verpflichtet sich die Region insbesondere:

- den im Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser vorgesehenen Begriff der Ortschaft mit Genauigkeit und mit dem Einverständnis der europäischen Behörden zu bestimmen und die Liste der Ausrüstungen endgültig festzusetzen, die sich auf Ortschaften mit mehr als 2000 EGW beziehen, zu denen andere von der Regierung unter Berücksichtigung umweltbezogener Prioritäten festgelegte Ortschaften hinzugefügt werden können;
- die Wassereinzugsgebiete und -zwischengebiete der Wallonie zu bestimmen;
- das Aktionsprogramm für die Qualität des Wassers so wie in Artikel 2 des Dekrets vom 15. April 1999 vorgesehen zu bestimmen;
- die Rationalisierung des Wassersektors im Einvernehmen mit den betroffenen Beteiligten durch die Verabschiedung von Regeltexten zu fördern;
- dem Parlament eine Gesetzgebung bezüglich einer minimalen Liefermenge von Wasser und eines Sozialfonds vorzuschlagen;

5.1. Anpassung der Gesetzlichen Rahmenbedingungen

Jeder Vorschlag zur Abänderung der Rahmenbedingungen in Bezug auf den Wassersektor durch die Regierung wird der SPGE zur Einsichtnahme vorgelegt. Letztere wird ihre Antwort binnen einer Notfrist von dreißig Tagen nach dem Datum des Empfangs des Vorschlags abgeben müssen. Das Ausbleiben einer Antwort innerhalb dieser Frist gilt als günstiges Gutachten.

Geradeso wird die SPGE der Regierung jeglichen Vorschlag zur Abänderung der Rahmenbedingungen in Bezug auf ihren Gesellschaftszweck vorlegen können.

Im Falle der Nichtbeachtung

durch einen Erzeuger der in Artikel 4 § 1 Absatz 1 des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitem Wasser erwähnten Verpflichtungen, verpflichtet sich die Region, sich von Amts wegen im Rahmen ihrer in Artikel 42 des Dekrets über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer SPGE und ihrer im Dekret über die Umweltgenehmigung festgesetzten Alleinbefugnisse einzuschalten;

durch eine Vereinigung für die Klärung der im Dienstleistungsvertrag vorgesehenen Verpflichtungen, wird die Regierung dieser Vereinigung gemäß Artikel 20 des Dekrets vom 15. April 1999 Anordnungen erteilen oder ihre Zulassung entziehen.

Darüber hinaus verpflichtet sich die Regierung, wenn ein Beteiligter den Anordnungen der Regierung als Aufsichtsbehörde nicht Folge leistet, einen Kommissar zu bezeichnen, der den säumigen Beteiligten ersetzen wird.

5.2 Administrative Verpflichtungen der Region in Verbindung mit den Vorgängen, die den Wasserkreislauf bilden

A. IM BEREICH DER ÖFFENTLICHEN ABWASSERREINIGUNG

1. Inventar der Situation

Die Region verpflichtet sich, ein genaues Inventar der laufenden Akten, die die Investitionsprojekte betreffen, aufzustellen.

Dieses Inventar wird für die geplanten Klärstationen, Abwassersammler, geotechnischen Tests und anderen Analysen die nachstehenden Elemente aufweisen:

- die durch die Einrichtungen eingereichten Vorprojekte;
- die zugelassenen Projekte;
- die vergebenen Investitionen;
- die Investitionen, die zur Zeit vorgenommen werden;
- die getätigten Investitionen.

Das Inventar wird ebenfalls die Gesamtheit der funktionierenden Stationen betreffen, indem es die nachstehenden Informationen aufweist:

- die operative Beschreibung der Stationen;
- die Kosten der laufenden Betreuung.
- die bedeutenden Ausgaben außerhalb der laufenden Betreuung, die für das Jahr,
- in welchem der Vertrag unterschrieben worden ist, und für die beiden darauffolgenden Haushaltsjahre geplant werden;
- die vorgesehenen Großinvestitionen.

Diese Angaben werden auf einem angepassten und im Einvernehmen zwischen der SPGE und der Region bestimmten Datenträger geliefert.

2. Zurverfügungstellung der Dienststellen

Die Region verpflichtet sich, die Mitarbeit ihrer Dienststellen zu sichern, um:

a) zur Schaffung von Leitnormen für den Betrieb beizutragen

Die Region sichert die Mitarbeit ihrer Dienststellen, damit ein Entwurf einer provisorischen Leitnorm für den Betrieb pro Klärvorrichtung auf der Grundlage der Betriebskosten der Vorjahre innerhalb von 9 Monaten nach der Inkraftsetzung des Geschäftsführungsvertrags aufgestellt wird.

Diese Norm wird die vorhersehbaren Neuanschaffungskosten und die Kosten für große Reparaturen getrennt aufführen, deren Abschreibungsdauer kürzer als die Dauer der normalen wirtschaftlichen Abschreibung der betroffenen Ausrüstung ist.

b) zur Schaffung von Leitnormen für Investitionen beizutragen

Diese Leitnormen für Investitionen werden unter Berücksichtigung der nachstehenden Parameter aufgestellt:

- die Kapazität in Einwohnergleichwerten;
- die zutreffenden Parameter im Bereich der Geologie, Hydrogeologie und Raumordnung.

c) die Prüfung der Investitionsakten und die Nachprüfung der Betriebskosten zu sichern

Die Region sichert die Mitarbeit ihrer Dienststellen, um die SPGE im Rahmen der Durchführung der Dienstleistungsverträge für die Klärung technisch zu beraten.

Zu diesem Zweck gibt sie innerhalb einer Notfrist von 40 Tagen ein Gutachten über die Investitionsakten ab.

Die Region verpflichtet sich dazu, dass ihre Dienststellen innerhalb einer Notfrist von 40 Tagen ein Gutachten über die Betriebskosten abgeben, die in den Rahmen der Dienstleistungsverträge für die Klärung fallen. Für die Investitionsakten wie für die Betriebskosten gilt das Ausbleiben eines Gutachtens innerhalb der vorerwähnten Fristen als günstiges Gutachten. Die Akten, für welche kein Gutachten abgegeben worden ist, werden dem Minister zur Kenntnis gebracht.

d) die Überwachung zu sichern

Die Region sorgt für die Mitarbeit ihrer Dienststellen, um die Kläranlagen gemäß den in Artikel 20 § 9 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über Schutz des Oberflächenwassers festgesetzten Prinzipien zu kontrollieren.

e) sich an der Aufstellung einer Buchhaltung zu beteiligen

Die Region verpflichtet sich, die Mitarbeit ihrer Dienststellen zu sichern, um die SPGE im Rahmen der Aufstellung einer Buchhaltung oder der Berechnung der einheitlichen Kosten, die durch die Vereinigungen für die Klärung zu halten sind, zu beraten. Die so gemachten Vorschläge werden dem Minister vorgelegt, damit dieser diese Buchhaltung oder diesen Berechnungsmodus verordnungsmäßig annimmt.

f) Auskünfte bezüglich der individuellen und der industriellen Klärung zu geben

Durch ihre Dienststellen (Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser) über die bestehende Lage der individuellen Klärung Bericht erstatten, sowie über die vorgesehene Entwicklung während der Periode, die der Geschäftsführungsvertrag deckt.

Was die industrielle Klärung angeht, eine Bestandsaufnahme erstellen und die Entwicklung der Industrien, die die öffentlichen Infrastrukturen (Kanalisationen, Sammelleitungen und Kläranlagen) verwenden, wiedergeben.

B. IM BEREICH DER WASSERGEWINNUNG

1. Die allgemeinen Schutzmaßnahmen

Die Region verpflichtet sich, auf dem gesamten Gebiet die allgemeinen Schutzmaßnahmen zu treffen. Diese Maßnahmen enthalten:

1° die Bestimmung von Überwachungszonen, wenn diese sich als notwendig erweisen;

2° die Maßnahmen zur Kontrolle des zu Trinkwasser aufbereitbaren Wassers;

3° die Schutzmaßnahmen, die die Einhaltung der allgemeinen Emissionsnormen in den Wassergebieten sichern, in denen das Oberflächenwasser zu Trinkwasser aufbereitbar ist;

4° die Maßnahmen zum Schutz des Grundwassers.

2. Administrative Behandlung der durch die Inhaber von Wasserentnahmegenehmigungen eingereichten Akten

Die Region verpflichtet sich, die Untersuchung bzw. die Nachprüfung der Anträge auf Wasserentnahme der Kategorie B, wie im Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. November 1991 bestimmt, vorzunehmen. Die Bearbeitung dieser Akten wird sich nicht auf mehr als 12 Monate ab deren Empfang erstrecken. Die bereits empfangenen Akten werden innerhalb von 12 Monaten ab der Inkrafttretung des vorliegenden Geschäftsführungsvertrags bearbeitet. Was diese Akten betrifft, wird das Ausbleiben eines Gutachtens innerhalb der vorerwähnten Fristen als günstiges Gutachten gelten.

3. Administrative Behandlung der durch die SPGE eingereichten Schutzprogramme, auf der Grundlage der mit den Erzeugern abgeschlossenen Dienstleistungsverträge.

Die Region sichert die Mitarbeit ihrer Dienststellen, um die SPGE im Rahmen der Durchführung der Dienstleistungsverträge für den Schutz zu beraten.

Zu diesem Zweck gibt die Region ein Gutachten über die eingereichten Akten innerhalb einer Frist von 40 Tagen ab. Das Ausbleiben eines Gutachtens innerhalb dieser Frist gilt als günstiges Gutachten.

Die Akten, über welche kein Gutachten abgegeben worden ist, werden dem Minister zur Kenntnis gebracht.

4. Der Erwerb von Immobilien

Der Erwerb von Immobilien in der im Schutzprogramm bestimmten Präventivzone, auf der Grundlage eines Aktionsprogramms, so wie in den Dienstleistungsverträgen bestimmt, erfolgt unbedingt, um den Schutz der Wasserentnahmestelle zu gewährleisten.

Auf Initiative und auf Erstantrag des Erzeugers wird der Immobilienerwerb durch die SPGE für Rechnung des Erzeugers vorgenommen. Zu diesem Zweck erscheint die SPGE bei der notariellen Urkunde im Namen des Erzeugers, für welchen sie einsteht.

Der Ankaufspreis dieser Immobilien wird mittels der dem Erzeuger zufallenden Haushaltsmittel finanziert.

Eine Änderung der Zweckbestimmung der so erworbenen Immobilie, die mit dem Schutzzweck unvereinbar wäre, oder die Säumigkeit des Erzeugers in der Durchführung seiner Verpflichtungen schafft automatisch für den Letzteren eine Verpflichtung, der SPGE diese Immobilie zurück abzutreten.

Geradeso verbietet sich der Erzeuger, die Immobilie zu veräußern, es sei denn es handelt sich um eine Rückabtretung an die SPGE.

Die oben erwähnten Rückabtretungen erfolgen unentgeltlich oder für den symbolischen Wert eines BEF.

Falls die SPGE aufgelöst wird oder am Ende der vorliegenden Vereinbarung, bleiben die in Anwendung des vorliegenden Artikels erworbenen Immobilien im Besitz des Erzeugers.

5. Angaben über die Wassermengen der vorigen Jahre

Die Region verpflichtet sich, der SPGE die Angaben über die durch die Inhaber von Wasserentnahmestellen erzeugten Wassermengen für die Jahre vor dem Vertragsabschluss und für die folgenden Jahre zu liefern. Falls ein Dienstleistungsvertrag für den Schutz mit einem Erzeuger abgeschlossen wird, so muss die SPGE dem Minister alle Angaben bezüglich der erzeugten Wassermengen zukommen lassen.

6. Alternative Wasservorkommen

Die Region verpflichtet sich, die Kontrolle über den Zugang zu den alternativen Wasservorkommen zu verschärfen.

Gemäß den Prinzipien der Gleichheit und der Nichtdiskriminierung der Personen vor dem Gesetz verpflichtet sich die Region, alle gesetzgeberischen und administrativen Maßnahmen zu treffen, um das Verursacherprinzip auf umfassende Weise anwenden zu lassen.

C. IM BEREICH DER VORRANGIGEN ENTWÄSSERUNG

Die Regierung bestimmt durch Erlass die Kriterien für die Verwirklichung der vorrangigen Entwässerung.

Diese Kriterien werden durch einen Nachtrag in den Geschäftsführungsvertrag eingefügt.

Außerdem verpflichtet sich die Region, dieses System der Prioritäten nicht durch andere Regelungen im Bereich der Entwässerung grundlegend zu ändern und diese Prioritäten in den Rahmen ihrer Politik der bezuschussten Arbeiten zu integrieren.

5.3. Allgemeine Verpflichtungen

In Anwendung des Artikels 42 des Dekrets vom 15. April 1999 übernimmt die Gemeinde oder die Region, je nach dem Fall, die Aufgabe des säumigen Betreibers ab der Unterzeichnung des Geschäftsführungsvertrags und der Genehmigung der Dienstleistungsverträge durch die Wallonische Regierung und in Ermangelung der Durchführung der Punkte 1° und 2° des vorerwähnten Artikels, dies ab dem 40. Tag nach der Feststellung der Säumigkeit durch die Regierung einem Bericht der SPGE oder der Verwaltung zufolge, notfalls mit der Verpflichtung, den Selbstkostenpreis für das Wasser, der von den säumigen Erzeugern angewandt war, um die Kosten für die Abwasserreinigung und den Schutz zu erhöhen.

KAPITEL VI — *Finanzielle Verpflichtungen der Region und der SPGE*

6.1. Die Region verpflichtet sich:

1. die Gesamtheit der Erträge des «Fonds für den Wasserschutz» zu übertragen, mit Ausnahme:

- der finanziellen Bedürfnisse der Region bezüglich der Bauarbeiten der «Transhennuyère»;
- der finanziellen Bedürfnisse bezüglich der verschiedenen Bereiche der Politik in Sachen Wasserwesen (individuelle Klärung, Studien, Umsetzung der Hilfemaßnahmen zugunsten der Landwirte im Rahmen der Anwendung der Nitrat-Richtlinie und die Gesamtheit der in der Zukunft umzusetzenden Politiken), die auf den Fonds anzurechnen sind und die auf keinen Fall den Ertrag der in Artikel 4 des Dekrets vom 30 April 1990 so wie zuletzt durch das Dekret vom 7. März 1996 abgeändert erwähnten Abgabe für die Entnahme von Grundwasser übertreffen dürfen;
- für das Haushaltsjahr 2000 - eines Höchstbetrags von 500 Millionen, dessen am 31. Dezember 2000 nicht für Verpflichtungen festgelegter Restbetrag an die SPGE überwiesen wird.

Die Überweisungen werden am 10. des Monats vorgenommen, dies zum ersten Male am 10. des Monats, der auf die Inkrafttretung des vorliegenden Geschäftsführungsvertrags folgt.

2. ab 2000 die Aufwendungen, die auf die mit dem «Fonds für den Wasserschutz» verbundene Schuld entfallen, in die gewöhnlichen Haushaltsmittel zu übernehmen.

6.2. Die SPGE verpflichtet sich:

1. die Gesamtheit des ausstehenden Betrags der am Tage der Inkrafttretung des vorliegenden Geschäftsführungsvertrags beim «Fonds für den Wasserschutz» bestehenden Verpflichtungen zu übernehmen, mit Ausnahme desjenigen, der die Bauarbeiten der «Transhennuyère» betrifft;

2. ab 2001 die Betriebskosten der Klärvorrichtungen ohne Übertragung der in Artikel 31.02 des Programms 5 des Organisationsbereichs 13 erwähnten Haushaltsmittel zu übernehmen, die dann für die Finanzierung der Lasten der oben erwähnten Schuld, der regionalen Politiken im Bereich des Wassers (Sozialfonds, Zuschüsse, Prämien, ...) und, in Erwartung der Anwendung des tatsächlichen Kostenpreises, der vorrangigen Entwässerung bestimmt werden können.

6.3. Andererseits wird die SPGE über die folgenden Mittel verfügen:

1. Vergütung der geleisteten Dienste:

- im Bereich der Abwasserreinigung (bis zum 31.12.2005):

zusätzlich zu der Abgabe für die Einleitung von Abwässern, die den «Fonds für den Wasserschutz» speist, wird der Preis des durch die SPGE zugunsten der Erzeuger im Bereich der Abwasserreinigung geleisteten Dienstes auf höchstens 16 BEF (Verbraucherpreisindex - Januar 2000) pro m³ Wasser festgelegt, das in der Wallonischen Region gewonnen wird und verteilt werden soll (übergangsweise und bis zum 31. Dezember 2004 werden für die Berechnung des Preises der Dienstleistung die Wassermengen berücksichtigt, die an die Verbraucher verteilt und berechnet werden);

- im Bereiche des Schutzes:

der Höchstbetrag für den Preis des durch die SPGE zugunsten der Erzeuger in Sachen Schutzes geleisteten Dienstes wird auf 3 BEF pro gewonnenen Kubikmeter Wasser festgesetzt.

2. Anleihen:

Die SPGE darf auf Anleihen zurückgreifen.

Die so entstehenden Einnahmen müssen der SPGE ermöglichen, die Finanzierung der Investitionsprogramme zu sichern, die mit dem oben erwähnten Schutz und der Abwasserreinigung sowie mit der Deckung der Betriebskosten und der finanziellen Kosten, gemäß dem vorliegenden Vertrag beigefügten Finanzplan, verbunden sind.

KAPITEL VII — *Kontrolle über die SPGE*

Für die Bewertung der durch die SPGE geführten Politik werden drei Kriterien berücksichtigt:

7.1. Wirksamkeit:

Die Kontrolle der erreichten Ergebnisse im Verhältnis zu der verhandelten Zielsetzung stellt die erste Phase der Bewertung dar.

Für die ersten drei Jahre betrifft die Bewertung die im Bereich der kollektiven Abwasserreinigung (Kläranlagen und große Abwassersammler) und im Bereich des Schutzes getätigten Investitionen. Spätestens ab dem 1. Januar 2003 wird diese Phase der Bewertung ebenfalls die Bauarbeiten für die vorrangige Entwässerung betreffen.

Die «Deckungsdichte» des Wallonischen Gebietes im Bereich der Abwasserreinigung wird außerdem ebenfalls Gegenstand dieses Kontrollverfahrens sein.

Die nachfolgenden Indikatoren werden die Grundlage der Bewertung bilden:

- Investitionsrate: $\frac{\text{verwickelte Ausgabenanweisungen}}{\text{Planung des Geschäftsplanes}}$ (1)
- Deckungsrate des Gebietes: $\frac{\text{Anzahl der geklärten EGW}}{\text{Gesamtanzahl der zu klärenden EGW}}$
- Schutzrate der Wasserentnahmestellen: $\frac{\text{Anzahl geschützter Wasserentnahmestellen}}{\text{Anzahl zu schützender Wasserentnahmestellen}}$
- Verwirklichungsrate der vorrangigen Entwässerung:

$$\frac{\text{Anzahl (in Km) der durchgeführten vorrangigen Entwässerung}}{\text{Anzahl (in Km) der durchzuführenden vorrangigen Entwässerung}}$$

Die Definition des geklärten EGW entspricht der vorerwähnten Definition.

Die folgenden Umwelt-Indikatoren werden ebenfalls berücksichtigt:

- was den jeweiligen Wirkungsgrad jeder Kläranlage angeht, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 25 Februar über die Behandlung von städtischem Abwasser erwähnten physikalischen und chemischen Parameter: BSB5, CSB, TOD, SS, Ntot, Ptot. Diese Parameter stellen ein zu erreichendes Ziel dar, sowohl für die SPGE als auch für die anerkannten Vereinigungen für die Klärung;

- was die Berechnung eines Verbesserungsniveaus der Qualität der Umgebung, wo die Ableitung stattfindet, angeht, ein Index, der die folgenden Elemente berücksichtigt wird:

- der organische Stoff
- der stickstoffhaltige Stoff
- der phosphorhaltige Stoff

Die Berechnung der Aufbesserung der Umgebung, wo die Ableitung stattfindet (Berechnung der Reduzierung der Veränderungen) wird durch ein durch die Regierung bestimmtes Modell erfolgen. Die Verwendung und die Bewertung der verschiedenen Parameter wird durch die Regierung innerhalb von sechs Monaten nach der Inkraftsetzung des vorliegenden Geschäftsführungsvertrags bestimmt.

7.2. Effizienz:

Die Kontrolle der Effizienz ermöglicht eine Bewertung des Umfangs der eingesetzten Mittel im Verhältnis zu den erreichten Ergebnissen.

Man wird die folgenden Indikatoren, die jährlich berechnet werden, überprüfen und bewerten:

- Durchschnittskosten der Investition in die Klärung eines tatsächlich geklärten Einwohnergleichwertes;
- Durchschnittskosten der Investition in die Klärung eines Einwohnergleichwertes (theoretische Last);
- Durchschnittskosten der Investition in die Klärung eines Einwohnergleichwertes pro Einrichtung (theoretische Last);
- Ab dem 1. Januar 2003, Durchschnittskosten der Investition in die Abwasserreinigung eines Einwohnergleichwertes (Klärung + vorrangige Entwässerung) (theoretische Last);
- Durchschnittliche Betriebskosten der Kläranlagen pro tatsächlich geklärten Einwohnergleichwert;
- Durchschnittliche Betriebskosten der Kläranlagen pro tatsächlich geklärten Einwohnergleichwert und anerkannte Vereinigung für die Klärung;
- Durchschnittliche Betriebskosten der Kläranlagen pro tatsächlich geklärten Einwohnergleichwert und ab der theoretischen Last;
- Durchschnittliche Betriebskosten der Kläranlagen pro tatsächlich geklärten Einwohnergleichwert ab der theoretischen Last und pro Einrichtung;
- Multiplikatoreffekt: direkte Arbeitsplätze pro investierte Milliarde;
- Durchschnittskosten für den Schutz pro Wasserentnahmestelle, pro gewonnenen m³;
- Durchschnittliche Kosten für die Aufbesserung der Qualität der Umgebung, wo die Ableitung stattfindet, / Betriebskosten;
- Durchschnittliche Investitionskosten für die Aufbesserung der Qualität der Umgebung, wo die Ableitung stattfindet, / Betriebskosten + Abschreibungskosten der Investitionen.

Die Gesamtheit dieser Indikatoren wird ebenfalls je nach Wassereinzugszwischengebiet vorgelegt werden.

7.3. Relevanz:

Die Bewertung der Relevanz der Verwaltung der SPGE besteht darin, die eingesetzten Mittel und die festgesetzten Ziele gegenüberzustellen. Die Kontrolle wird besonders die Angemessenheit der Lasten im Verhältnis zu den Erträgen betreffen.

Die nachstehenden Koeffizienten werden jährlich berechnet und bewertet:

$$- \frac{\text{Betriebskosten der SPGE}}{\text{Gesamterträge}}$$

$$- \frac{\text{Betriebskosten der Stationen}}{\text{Gesamterträge}}$$

$$- \frac{\text{Investitionen}}{\text{Gesamterträge}}$$

$$- \frac{\text{festgelegte Ausgaben}}{\text{Gesamterträge}}$$

$$- \frac{\text{Rückstellungen für Risiken un Belastungen}}{\text{Gesamterträge}}$$

Dotationen für Rücklagen
Gesamterträge

Die Kontrolle der Verwaltung wird Gegenstand von Lageberichten sein, die halbjährlich dem Minister durch die SPGE übermittelt werden.

Der Jahresbericht bezüglich der Ergebnisse der Verwaltung wird spätestens am 31. März und zum ersten Male am 31. März 2001 durch die SPGE übermittelt.

7.4. Spezifische Anwendungen

Die SPGE wird ebenfalls das Niveau ihrer Leistung und das Niveau von anderen belgischen und europäischen im selben Sektor aktiven Beteiligten permanent und unter Berücksichtigung der verfügbaren Angaben verglichen.

Die Regierung verfügt über die Kontrollbefugnis so wie sie im Dekret und im vorliegenden Vertrag definiert ist. In diesem Rahmen führen die beiden Kommissare ihre Aufgabe im Namen der Regierung durch und erstatten Bericht bei ihr.

Die halbjährlich dem Minister übermittelten Lageberichte und der Jahresbericht werden zuvor durch ein Kollegium untersucht, das aus den folgenden Personen besteht:

- die beiden Kommissare der Regierung bei der SPGE;
- die Betriebsrevisoren der SPGE;
- ein Vertreter der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt;
- ein Spezialist der Süßwasser-Ökologie;
- ein Vertreter der kommunalen Mandatsträger;
- ein Spezialist des Umweltrechtes;
- ein Vertreter der Finanzinspektion.

Die letzten fünf Mitglieder werden durch die Regierung bezeichnet und müssen von der SPGE total unabhängig sein.

Der Vorsitzende wird durch die Wallonische Regierung bezeichnet.

Die Geschäftsordnung dieses Kollegiums sowie die Entlohnung seiner Mitglieder werden durch die Regierung festgesetzt.

Das Kollegium muss dem Minister bezüglich der Validierung der Lageberichte im Verhältnis zu den festgesetzten Ziele Bericht erstatten; außerdem übermittelt der Vorsitzende des Kollegiums, mit dem Gutachten des Kollegiums, dem Minister und dem Vorsitzenden des Wallonischen Parlaments den Jahresbericht.

KAPITEL VIII — *Strafmassnahmen*

Wenn die im vorliegenden Geschäftsführungsvertrag vorgesehenen Verpflichtungen durch die SPGE am Ende eines Geschäftsjahres nicht eingehalten werden, wird eine Konzertierung über die zu treffenden Korrekturmaßnahmen organisiert und das Datum der nächsten Bewertung festgesetzt.

Wenn zu diesem Zeitpunkt festgestellt wird, dass diese Maßnahmen erfolglos geblieben sind, kann die Regierung die Strafmaßnahmen treffen, die zum Zeitpunkt der Festsetzung der Korrekturmaßnahmen bestimmt wurden.

Falls die für die vorerwähnten Kriterien vorgesehenen Ziele nicht eingehalten werden, werden der SPGE verhältnismäßige und geeignete Strafmaßnahmen auferlegt, dies gemäß durch die Regierung nach Beratung mit der SPGE zu bestimmenden Modalitäten.

Auf keinen Fall werden diese Strafmaßnahmen die Rechte beeinträchtigen dürfen, über welche Drittpersonen aufgrund der Durchführung des vorliegenden Geschäftsführungsvertrags verfügen.

Die SPGE wird keiner im Geschäftsführungsvertrag vorgesehenen Strafmaßnahme unterzogen werden können oder wegen der Nicht-Wahrnehmung ihrer Aufgaben zur Zahlung von Schadensersatz gezwungen werden, wenn diese Nicht-Wahrnehmung die Folge der Säumigkeit der Region oder des Zufalls oder eines Falls höherer Gewalt ist.

KAPITEL IX — *Sonstige Bestimmungen*

Was jedes Problem im Zusammenhang mit der Durchführung des vorliegenden Geschäftsführungsvertrags angeht, wird die Regierung durch den Minister vertreten.

Die Inkrafttretung des vorliegenden Geschäftsführungsvertrags wird rechtskräftig, sobald die doppelte Bedingung seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt und seiner Zustellung an das Wallonische Parlament durch den Minister erfüllt ist.

Namur, den 29. Februar 2000

Für die SPGE:

Der Vorsitzende des leitenden Ausschusses,
Jean-François Breuer.

Der Vorsitzende des Verwaltungsrates,
Jean-Claude Marcourt.

Für die Wallonische Regierung:

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

—
Note

(1) Jeder Investitionstyp (öffentliche Abwasserreinigung, vorrangige Entwässerung, Schutz der Wasserentnahmestellen) wird demselben Koeffizienten unterzogen werden.

Finanzplan «SPGE» : Finanzplan 2000-2004

I. HYPOTHESEN	Eröffnung	2000	2001	2002	2003	2004
Entwicklung der Belastungen		0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Entwicklung der verbrauchten Wassermengen		-2,0 %	-2,0 %	-2,0 %	-1,0 %	-1,0 %
Erwartete Inflation		1,50 %	2,00 %	2,00 %	2,00 %	2,00 %
Entwicklung der Industrieabgabe		-4,00 %	-4,00 %	-4,00 %	-2,00 %	-2,00 %
GEBÜHR FÜR WASSERGEWINNUNG						
Volumen in tausend m ³		390,000	382,200	374,556	370,810	367,102
Gebühr		3	3	3	3	3
Ertrag Gebühr		1,170,000	1,146,600	1,123,668	1,112,431	1,101,307
ABGABE WASSERVERTEILUNG						
Volumen in tausend m ³		145,000	142,100	139,258	137,865	136,487
Abgabe		16	16	16	16	16
Zusatz Industrieabgabe		400,000	384,000	368,640	361,267	354,042
Ertrag Abgabe		2,720,000	2,657,600	2,596,768	2,567,114	2,537,830
TATSÄCHLICHER KOSTENPREIS						
Volumen in tausend m ³		145,000	142,100	139,258	137,865	136,487
Zusätzliche Vergütung		-	4	8	15	16
Zusätzlicher Ertrag (ohne MWSt)		-	568,400	1,114,064	2,067,981	2,183,788
ZAHLUNGSANWEISUNGEN FÜR ARBEITEN						
Auf Verbindlichkeiten am 01.01.2000		2,018,600	4,037,200	3,027,900	1,009,300	0
Neue Verpflichtungen und Ablösung		3,000,000	6,000,000	7,500,000	8,500,000	10,500,000
Auf neue Verpflichtungen und Ablösung		750,000	2,700,000	5,175,000	7,225,000	8,875,000
Gesamte Zahlungsanweisungen		2,768,600	6,737,200	8,202,900	8,234,300	8,875,000
II. ERGEBNISRECHNUNG						
EXPLOITATIE-OPBRENGSTEN						
A. aus der Gebühr		-	1,146,600	1,123,668	1,112,431	1,101,307
B. aus der Abgabe		-	-	-	-	818,921
C. aus dem tatsächlichen Kostenpreis		-	568,400	1,114,064	2,067,981	2,183,788
BETRIEBSKOSTEN						
A. Betriebskosten der öffentlichen Kläranlagen		20,077	1,256,040	1,295,445	1,448,797	1,566,004
B. Durch die Interkommunalen geleistete Dienste		290,113	996,083	1,855,639	2,718,486	3,648,469
C. Betriebskosten der SPGE		100,000	10,015	102,045	103,086	104,138
BETRIEBSGEWINN BZW. -VERLUST						
FINANZERGEBNIS		477,531	867,615	1,123,539	1,282,879	1,417,528
A. netto finanzielles Ergebnis		303,940	278,907	46,052	-262,109	-610,343
B. Leasing		173,591	588,708	1,077,487	1,544,988	2,027,872
LAUFENDES ERGEBNIS						
		67,342	229,477	108,141	192,923	202,933

AUSSERORDENTLICHES ERGEBNIS		-127,379	-13,288	-12,984	-12,836	-8,595
GEWINN (VERLUST) DES JAHRES VOR STEUER		-60,038	216,189	95,157	180,087	194,338
STEUER AUF ERGEBNIS		0	67,726	38,225	72,341	78,066
ZUZUWEISENDER GEWINN (VERLUST) DES JAHRES		-60,038	153,463	56,933	107,746	116,273
ZUWEISUNG						
Gesetzliche Rücklage		0	7,673	2,847	5,387	5,814
Dividenden		0	33,600	33,600	33,600	33,600
Zu übertragender Gewinn		-60,038	112,190	20,486	68,759	76,859
	Reine Aktiva, eingezahltes Kapital	-60038	52152	72638	141397	218256
III. BILANZ	Eröffnung	2000	2001	2002	2003	2004
AKTIVA						
ANLAGEVERMÖGEN	14,051,925	14,051,925	14,051,925	14,051,925	14,051,925	14,051,925
Finanzanlagen	14,051,925	14,051,925	14,051,925	14,051,925	14,051,925	14,051,925
UMLAUFVERMÖGEN		9,113,903	14,827,149	21,531,103	27,824,513	34,234,752
Forderungen mit einer Restlaufzeit von mehr als einem Jahr (Leasing)	-	9,113,903	14,827,149	21,531,103	27,824,513	34,234,752
BETRIEBSAKTIVA		1,118,826	1,659,047	2,222,532	2,924,356	3,474,997
Forderungen mit einer Restlaufzeit von mehr als einem Jahr (Leasing)	-	123,828	432,918	826,942	1,247,077	1,722,209
Forderungen an die Verwaltung	-	972,500	1,093,150	1,208,625	1,436,882	1,455,731
Forderung MWSt	-	22,499	132,980	186,965	240,397	297,057
LIQUIDITÄTSLAGE	6,933,900	7,121,137	3,373,959	20,586	66,438	45,913
GESAMT	20,985,825	31,405,792	33,912,080	37,826,146	44,867,232	51,807,587
PASSIVA						
EIGENKAPITAL	20,985,825	24,815,787	27,593,250	30,213,351	32,854,611	34,656,193
Gesellschaftsanteile A	400,000	400,000	400,000	400,000	400,000	400,000
Gesellschaftsanteile B	20,585,825	24,475,825	27,133,425	29,730,193	32,297,307	34,016,216
Rücklagen		0	7,673	10,520	15,907	21,721
Übertragener Gewinn		-60,038	52,152	72,638	141,397	218,256
MITTEL- UND LANGFRISTIG FÄLLIG		6,585,653	6,278,163	7,551,394	11,924,137	17,035,107
Verbindlichkeiten mit einer Restlaufzeit von mehr als 1 Jahr	-	6,585,653	6,278,163	7,551,394	11,924,137	17,035,107
KURZFRISTIG FÄLLIG		4,352	40,666	61,401	88,483	116,287
MWSt-Schuld		4,352	40,666	61,401	88,483	116,287
GESAMT	20,985,825	31,405,792	33,912,080	37,826,146	44,867,232	51,807,587

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C - 2000 /27124]

**Beheerscontract tussen de Waalse Regering en de "Société publique de Gestion de l'Eau"
(Openbare Maatschappij voor Waterbeheer)**

INHOUDSOPGAVE

Hoofdstuk I : Inleiding

Hoofdstuk II : Algemeenheden

Hoofdstuk III : Opdrachten van de « SPGE »

Hoofdstuk IV : Verbintenissen van de « SPGE »

Hoofdstuk V : Verbintenissen van het Gewest

Hoofdstuk VI : Financiële verbintenissen van het Gewest en de « SPGE »

Hoofdstuk VII : Controle op de « SPGE »

Hoofdstuk VIII : Sancties

Hoofdstuk IX : Diverse bepalingen

HOOFDSTUK I. — *Inleiding*

In de zin van dit contract wordt verstaan onder :

1. « Minister » : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden het waterbeleid behoort.
2. « SPGE » : de « Société publique de Gestion de l'Eau ».
3. « Agglomeratie » : zone waar de bevolking en/of de economische activiteiten voldoende geconcentreerd zijn voor de opvang van stedelijk afvalwater dat naar een gemeenschappelijke waterzuiveringsinstallatie of een definitieve lozingsplaats moet worden afgevoerd. De agglomeratie bestaat meer bepaald uit een kernengeheel binnen een technisch bekken dat meer dan 2000 inwonerequivalenten per kern telt; het aantal inwonerequivalenten van de agglomeratie wordt verkregen door de inwonerequivalenten van de verschillende kernen op te tellen. De kernen die minder dan 2000 inwonerequivalenten tellen, worden als afzonderlijke agglomeraties beschouwd.
4. « Technisch bekken » : geografische ruimte waar een in de gemeentelijke algemene afwateringsplannen vermeld afwaterings- en collectorennet aangesloten is op een (bestaand of gepland) zuiveringsstation; het is de invloedszone van het zuiveringsstation.
5. « kern » : technisch onderbekken, wanneer een technisch bekken verschillende plaatsen met ruimtelijke discontinuïteiten bedient.
6. « Inwonerequivalent » (afgekort « I.E. ») : biologisch afbreekbare organische belasting met een biochemisch zuurstofverbruik van 60 g zuurstof per dag gedurende vijf dagen (BZV5);
7. « Gezuiverd inwonerequivalent » (afgekort « gezuiverd I.E. ») : inwonerequivalent dat door de zuiveringsstations wordt behandeld om de volgende parameters te verminderen : DBO5, DCO, COT, MES, Ntot, Ptot.
8. « Prioritaire afwatering » : afwatering in agglomeraties van meer dan 2000 I.E., plus eventueel de afwatering van andere agglomeraties van minder dan 2000 I.E. die de Waalse Regering bepaalt op grond van de milieuprioriteiten.
9. « Algemene beschermingsmaatregelen » : maatregelen ter bescherming van het grond- en oppervlaktewater die van toepassing zijn op het hele grondgebied van het Waalse Gewest.
10. « Bijzondere maatregelen » : gezamenlijke maatregelen ter bescherming van het grond- of oppervlaktewater dat een bestaande winplaats van tot drinkwater verwerkbaar water zou kunnen voeden. Deze maatregelen moeten getroffen worden op en buiten de eigendom van waterproducenten :
 - voor het grondwater, in de preventie- en toezichtszones van de winplaats;
 - voor het oppervlaktewater, in de beschermingszone van de winplaats.
11. « Collectoren » : leidingen voor de aansluiting van de rioleringsnetten op de plaatsen die voorzien zijn of worden om afvalwater te zuiveren.
12. « Openbare sanering » : gezamenlijke verrichtingen voor de bouw of de uitbating van zuiveringsstations en collectoren.

De beschikkingen van dit beheerscontract moeten gezien worden in een drievoudige context.

1.1. Gewestelijke beleidsverklaring Horizon 2004

In deze verklaring staat het volgende te lezen :

« Eén van de voornaamste rijkdommen van Wallonië is de waterkwaliteit. Het water moet beschermd worden en degenen die het verontreinigen, moeten voor de schade opkomen.

Een belangrijk middel voor de waterbescherming is de geleidelijke totstandbrenging van een milieuvriendelijke landbouw. Daarnaast moet het water beschermd worden door zuiver wetenschappelijke maatregelen te nemen voor de bescherming van de winningslagen en door de kwaliteit van de waterlopen te verbeteren via een geïntegreerd beheer per bekken (o.a. wat de overstromingsbestrijding aangaat).

Voor de gezinnen zal de Regering aansporen tot tarifaire en reglementaire maatregelen met het oog op een zuinig watergebruik. De Regering zal zorgen voor de harmonisatie van de waterprijs (productie en voorziening) door het solidariteitsprincipe in acht te nemen, billijke tarieven toe te passen en een minimale voorziening te waarborgen.

Om de investeringskosten voor de afvalwaterzuivering te verminderen wordt de verwezenlijking van het plan van de zuiveringsinstallaties voorafgegaan door studies voor de optimalisering van het geïntegreerd beheer van de bekkens of onderbekkens, waarbij hetzij de individuele of de semicollectieve zuivering in landbouwgebieden, hetzij de gedeeltelijke en geleidelijke realisatie van scheidingsnetten in bepaalde stedelijke zones wordt geïntegreerd. Deze studies kunnen op termijn de herziening van de gemeentelijke afwateringsplannen tot gevolg hebben.

Het decreet betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een « Société publique de Gestion de l'Eau » beoogt de responsabilisering van alle actoren. De Regering zal zorgen voor een vermeerdering van de investeringen om de creatie van een industriële waterfilière in Wallonië te bevorderen. De watersector moet ervoor zorgen dat actoren uit de privé-sector medezeggenschap krijgen binnen de diensten voor afvalwaterzuivering.

Er moet gezocht worden naar samenwerkingsverbanden met het Brusselse Gewest en met de aangrenzende regio's. »

1.2. Het toekomstcontract voor Wallonië

Het toekomstcontract bevat o.a. de volgende doelstellingen :

- de harmonisatie van de waterprijs;
- de toepassing van de Europese richtlijnen;
- de oprichting van een Waals sociaal fonds voor het water;
- een verplichte minimale levering;
- de omzetting van de richtlijn betreffende de kwaliteit van het water bestemd voor menselijk verbruik;
- de toepassing van het principe verontreiniger-betaler;
- het beheer per hydrografisch bekken en onderbekken;
- een aanzienlijke vermeerdering van de investeringen inzake afwatering en zuivering;
- de operationele totstandbrenging van de « SPGE ».

1.3. Decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een « SPGE »

Het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een « SPGE » is de basiswettelijke tekst die ten grondslag ligt aan het beheerscontract.

Om de in bovenvermeld decreet bedoelde principes na te streven en om ze toe te passen volgens de geest van de gewestelijke beleidsverklaring en van het toekomstcontract voor Wallonië heeft de Regering besloten een beheerscontract met de « SPGE » aan te gaan overeenkomstig artikel 9 van het decreet.

Het beheerscontract bevat de aan de « SPGE » toegewezen opdrachten, met inachtneming van de volgende principes :

- de winplaatsen van tot drinkwater verwerkbaar water beschermen en voor de openbare afvalwaterzuivering zorgen;
- meewerken aan de verrichtingen betreffende de waterkringloop alsmede de coördinatie ervan bevorderen en tegelijkertijd de optimalisatie en de harmonisatie van de wateractiviteiten in het Waalse Gewest nastreven;
- bijdragen tot een constante doorzichtigheid van de diverse kosten van de waterkringloop;
- onderzoeken uitvoeren om de haar opgelegde doelstellingen te halen;
- opdrachten in de watersector vervullen die haar door de Waalse Regering zijn toegewezen, zoals ze in de statuten omschreven worden.

Het beheerscontract regelt bovendien :

- het programma van de investeringen te verrichten inzake de openbare sanering en de bescherming van winplaatsen;
- het financiële plan van de werkingskosten van de zuiveringsstations;
- de uit te werken en aan te wenden technische middelen zoals richtnormen inzake productie, zuivering en prioritaire afwatering, standaardmethodes voor kostenberekening en de uniformering van de bestekken;
- de beginselen voor de bezoldiging van de diensten die instaan voor de bescherming van de winplaatsen en voor de zuivering;
- de doelstellingen inzake de coördinatie van de actoren en de versnelling van de besluitvormingen.

Daarnaast bepaalt het beheerscontract :

- de administratieve, reglementaire en sociale verbintenissen van het Gewest;
- de winstdeling van de « SPGE » in de haar toegewezen doelstellingen alsmede de financiële sancties in geval van niet-nakoming van een deel van haar verbintenissen waarin het beheerscontract voorziet;
- de gegevens die het in artikel 11 van het decreet bedoelde bedrijfsplan moet bevatten en de termijnen voor de mededeling en de goedkeuring van het plan;
- de voorschriften voor de herziening en de aanpassing van het contract rekening houdende met :
 - onvoorziene gebeurtenissen;
 - de actualisatie van het actieprogramma voor de waterkwaliteit;
 - dringend te nemen maatregelen.

Het eerste beheerscontract wordt gesloten voor een periode die op 31 december 2005 afloopt.

De Regering wil ook dat in het contract precies aangegeven wordt hoe de « SPGE » haar prioritaire opdrachten moet vervullen, met name de bescherming van de winplaatsen, de openbare sanering en de prioritaire afwatering van de agglomeraties van meer dan 2000 I.E. (krachtens richtlijn 91/271/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen inzake de behandeling van stedelijk afvalwater). Deze opdrachten kunnen aangevuld worden met andere opdrachten die de Regering bepaalt naar gelang van de milieuprioriteiten.

De « SPGE » heeft bovendien de verplichting resultaten voor te leggen, zowel op financieel als op ecologisch vlak.

De Regering zal toezicht houden op de « SPGE » en zal als enige beslissen over de reglementaire maatregelen die eventueel moeten worden getroffen in de watersector.

HOOFDSTUK II. — *Algemeenheden*

2.1. Doel van het contract

A. Het contract bepaalt de lijst van de doelstellingen en verbintenissen die aan de partijen worden toegewezen na onderhandelingen in het kader van het geïntegreerd beheer van de watersector.

De contractuele relatie steunt op de samenhang tussen de financiële, menselijke en technische middelen die ter beschikking worden gesteld van de « SPGE » of die door haar moeten worden vrijmaken, en de op middellange en lange termijn nagestreefde doelstellingen; daartoe wordt de « SPGE » een financiële autonomie gewaarborgd die verenigbaar is met de specificiteiten van haar statuut.

B. Het beheerscontract zal jaarlijks geëvalueerd worden. Er zal worden nagegaan of de partijen hun verbintenissen nakomen en in welke mate de doelstellingen worden gehaald.

Daartoe moet een geordend geheel van wijzers worden overgelegd op grond waarvan voor elke gevoerde actie de volgende parameters kunnen worden geëvalueerd :

- doeltreffendheid : resultaten/doelstellingen
- doelmatigheid : middelen/resultaten;
- relevantie : middelen/doelstellingen.

Het overleggen van jaarlijkse overzichten zal de methode formaliseren en een regelmatige evaluatie van de resultaten waarborgen.

De ecologische weerslag van de maatregelen zal jaarlijks worden gewaardeerd aan de hand van een overzicht waarin relevante wijzers voorkomen.

Als de « SPGE » haar resultatenplicht niet nakomt, zullen sancties genomen worden.

C. Het bedrijfsplan maakt noodzakelijk deel uit van de in het kader van het contract genomen verbintenissen. Het wordt jaarlijks opgemaakt en vormt het strategische instrument van de « SPGE » voor :

- de evaluatie van de tussenresultaten t.o.v. de doelstellingen d.m.v. een interne beheerscontrole. Deze controle zal met name worden uitgeoefend op basis van een analytische boekhouding, een begrotingsboekhouding, een financiële analyse en het recurrent voorleggen van overzichten waarin met name wijzers i.v.m. de ecologische weerslag voorkomen;

- de ontwikkeling van een dynamisch beleid voor het beheer van de menselijke krachten waarbij delegatie- en verantwoordelijkheidsprincipes in acht worden genomen.

Het bedrijfsplan, dat het geactualiseerde financiële plan bevat, zal jaarlijks bij het onderzoek van de begroting aan de Raad van Bestuur van de « SPGE » worden voorgelegd.

Het zal voor de eerste keer worden opgemaakt binnen zes maanden na de inwerkingtreding van het beheerscontract.

2.2. Kenmerken van het contract

A. MEERJARIGHEID

Het beheerscontract loopt tot 31 december 2005.

De twee eerste jaren (2000-2001) zal de « SPGE » zich wijden aan de uitvoering van het programma dat vastgelegd is bij het besluit van 18 mei 1995 en/of bij de wijzigingsbesluiten van de Regering die betrekking hebben op de prioritair afwatering.

De vier volgende jaren (2002-2005) zal de « SPGE » haar verrichtingen bepalen op grond van de in het actieprogramma voor de waterkwaliteit opgenomen doelstellingen zoals ze door de Regering omschreven zijn.

B. CONTINUÏTEIT

Het beheerscontract moet rekening houden met de continuïteit van de openbare dienst. De aan de waterkringloop gebonden verplichtingen vergen immers de creatie van preventie- en beschermingsmechanismen.

Daarenboven zal een juiste weergave van de duurzame ontwikkeling in de waterprijs via een kostenverdeling de participatie van geïsoleerde operatoren in de investeringen mogelijk maken.

Om de bij de Europese richtlijnen opgelegde zuiveringsdoelstellingen te halen, moet aan de hand van een planning voorzien worden in blijvende investeringen.

C. AANPASSING

De optimalisering van het waterbeheer vereist een constante aanpassing van de handelingen. Een vlotte coördinatie vereist dat ze uitgevoerd worden voor de gezamenlijke investeringen inzake afwatering, zuivering en bescherming.

Hetzelfde geldt ook voor het prijzenbeleid dat nauwkeurig uitgestippeld moet worden met inachtneming van de nodige financiële middelen voor de investeringen die een duurzaam waterbeheer waarborgen.

Rekening houdende met deze voorschriften kan dit contract gewijzigd of aangepast worden d.m.v. aanhangsels.

D. WAARBORG VAN DE OPENBARE DIENST

Een rationeel waterbeheer en het behoud van de waterkwaliteit zijn één van de grondvesten voor de duurzame ontwikkeling van Wallonië.

De Regering waarborgt de burger een dienstverlening waarbij voldoende water tegen een minimumprijs ter beschikking wordt gesteld, zowel kwalitatief als kwantitatief. Het beheerscontract moet streven naar de optimalisering van deze openbare dienst en de bestaande instellingen erom verzoeken zich naar de toekomstige reglementaire bepalingen te schikken.

E. VERBETERING VAN DE DIENSTVERLENING

De belangrijke inspanning die moet worden geleverd om de door de Europese Unie opgelegde zuiveringsdoelstellingen te halen en de noodzaak een prijzenbeleid uit te stippelen dat de reële waterprijs aangeeft, vereisen een geïntegreerde en efficiënte aanpak van het beheer van de waterkringloop.

Aan de hand van interne en externe middelen brengt het beheerscontract deze imperatieven over naar de sectoren voor de bescherming van de winplaatsen, de openbare sanering en de prioritair afwatering, namelijk door de sensibele van het ontvangende milieu in overweging te nemen.

Interne middelen :

- rendement van het kapitaal op grond van de rentevoet OLO 10 jaar van het betrokken boekjaar, berekend als volgt : gemiddelde van de rentevoet van de laatste bankdag van elke maand van voormeld boekjaar van het benchmark (ref. Nationale Bank); hierbij komt een aanvullend dividend van maximum 4 % dat bepaald wordt door het niveau van de t.o.v. de doelstellingen behaalde resultaten.

De inachtneming van de doelstellingen zal gewaardeerd worden op grond van de verantwoordelijkheden die uitsluitend op de « SPGE » neerkomen, met name :

- haar vermogen om de termijnen in acht te nemen;
- haar bijdrage tot kostenbesparingen;

De verhoudingscijfers : $\frac{\text{aantal gezuiverde I.E.}}{\text{aantal te zuiveren I.E.}}$ (ten belope van 85 %)

$\frac{\text{aantal beschermde winplaatsen}}{\text{aantal te beschermen winplaatsen}}$ (ten belope van 15 %)

vormen de bij overeenkomst te bepalen basis voor de berekening van het bijkomende dividend.

Het bovenvermelde aantal I.E. heeft betrekking op het aantal I.E. gezuiverd overeenkomstig de definitie van het woord « agglomeratie ».

Bij deze I.E. kunnen in voorkomend geval de I.E. komen uit de zuivering van agglomeraties bepaald door de Regering naar gelang van de milieuprioriteiten.

- richtnormen inzake financieel beheer die van toepassing zijn op elk financieringsbedrijf;
- responsabilisering van de leiders die over een mandaat van beperkte duur beschikken;
- beheersautonomie.

Externe middelen :

- het totstandbrengen van een contractuele relatie (dienstencontract) tussen de « SPGE » en de producenten, betreffende :

- het ontwerpen van een algemene methodologie inzake kostenbeheer en -bepaling;
- de bevordering van convergenties tussen de producenten, de voorzieningsmaatschappijen en de zuiveringsinstellingen;
- een impulssysteem voor goede kwaliteit van het beheer van de hulpbron via de aan de geproduceerde waterhoeveelheden gekoppelde prijs van de zuiveringsdienst;

- een aanzienlijke verscherping en een betere coördinatie bij het totstandbrengen van maatregelen voor de bescherming van winplaatsen;
- een rationele aanpak bij het kiezen van de hulpbronnen van tot drinkwater verwerkbaar water.
- totstandbrenging van een contractuele relatie tussen de « SPGE » en de krachtens een dienstencontract erkende zuiveringsinstellingen, betreffende :
 - richtnormen voor een vlot zuiverings- en exploitatiebeheer, op grond van welbepaalde parameters;
 - een behoorlijk geplande procedure voor de uitvoering van werken waarbij preciese termijnen worden opgelegd;
 - de toepassing van de meest geschikte zuiveringstechnieken en het openstaan voor hoogontwikkelde technologie;
 - een grotere uniformering van het bestek voor de verwezenlijking van de zuiveringsstations rekening houdende met de terreinspecifiteiten;
 - een coördinatie tussen de openbare sanering en de prioritaire afwatering;
 - een resultatenplicht inzake de doeltreffendheid van de werking van de zuiveringsstations, met inbegrip van sancties in geval van deficiëntie, en van de winstdelingsmechanismen;
 - de mogelijkheid om gebruik te maken van iedere vorm van opdracht.

F. GEINTEGREERDE AANPAK

Het beheerscontract bevordert een geïntegreerde aanpak van de watersector op twee niveau's.

1. Het beheer van de hulpbron : de verbintenissen van de « SPGE » hebben betrekking op de garantie van de kwantitatieve en kwalitatieve bescherming van het water, zowel inzake de bescherming van de winplaatsen als de openbare sanering.

Het door de Regering vastgestelde actieprogramma voor de waterkwaliteit zal acties bevatten die in het beheerscontract opgenomen zullen worden door de programmering van de investeringen voor de bescherming van de winplaatsen en de openbare sanering.

2. De planning van de openbare sanering : de Regering voorziet via het beheerscontract in de mogelijkheid om nieuwe prioritaire regels en keuzecriteria te bepalen voor een ideale coördinatie van de prioritaire afwatering en de openbare sanering.

De « SPGE » zal gepaste financieringsregels voor de prioritaire afwatering aan de Regering voorleggen om die coördinatie te bevorderen.

HOOFDSTUK III. — *Opdrachten van de SPGE*

3.1. Prioritaire opdrachten :

De « SPGE » is belast met de volgende opdrachten :

A. de winplaatsen beschermen en het beschermingsprogramma uitvoeren, meer bepaald de handelingen bedoeld in de punten 1°, 2°, 9°, 11° en 12°, § 2, van artikel 5 van het decreet van 30 april 1990 betreffende de bescherming en de exploitatie van grondwater en van tot drinkwater verwerkbaar water;

B. binnen de door de Regering voorgeschreven termijnen zorgen voor de volledige bouw van de vereiste zuiveringsstations en collectoren voor de sanering van de agglomeraties van meer dan 2000 I.E., en, eventueel, van andere agglomeraties die de Regering aanwijst met inachtneming van milieuprioriteiten. De eventuele collectoren en prioritaire afwatering die ermee gepaard gaan, worden uitdrukkelijk gepland door de Regering.

De exploitatie van de bestaande zuiveringsstations valt onder de bevoegdheid van de « SPGE ».

Deze opdracht omvat de handelingen bedoeld in punt 1° van artikel 47 van het decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 31 maart 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een "Société publique de Gestion de l'Eau".

Deze handelingen betreffen meer bepaald :

- de studies, werken en aankopen van onroerende goederen die de erkende zuiveringsinstellingen nodig hebben voor het concipiëren en organiseren van de werkzaamheden die uitgevoerd moeten worden om het afvalwater uit openbare rioleringen op te vangen en te zuiveren;

- het aangaan van leaseovereenkomsten en andere transacties met de zuiveringsinstellingen;

- de werking van de zuiveringsinstellingen om de in artikel 18, 1° tot 7°, van het decreet van 7 oktober 1985 bedoelde doelstellingen na te streven;

- de nodige investeringen voor de oprichting door de erkende zuiveringsinstellingen van centra voor de behandeling van slib uit septische putten en die voor de werkingskosten van die centra;

- de behandeling van slib uit de zuiveringsstations van erkende zuiveringsinstellingen;

C. de prioritaire afwatering en de openbare sanering nauwgezet coördineren bij de uitvoering van prioritaire afwateringswerken;

D. in samenwerking met de terreinoperateurs de nodige studies uitvoeren om de kostenberekening te uniformeren en de kostprijs van het water te structureren ten einde doorzichtigheid te scheppen in de factureringsprijzen van het door de openbare voorzieningsmaatschappij geleverde water.

3.2. Subsidiaire opdrachten

A. De nodige studies uitvoeren om de Regering te helpen bij de bepaling van de beginselen van een sociale tarifiering en van een universele waterdienst;

B. de ontwikkeling van samenwerkingsverbanden tussen producenten en waterverdelers bevorderen.

3.3. Basisbeginsel

In het algemeen kan de « SPGE » de Regering alle voorstellen doen die ze nuttig acht in het kader van haar opdrachten. De reglementaire maatregelen behoren uitsluitend tot de bevoegdheid van de Regering.

HOOFDSTUK IV. — *Verbintenissen van de « SPGE »*

De verbintenissen van de « SPGE », die bepaald worden naar gelang van de in hoofdstuk 3.1. bedoelde opdrachten, zullen vervuld worden met de middelen die uitvoerig worden omschreven in het bij dit contract gevoegde financiële plan.

De « SPGE » optimaliseert haar financieel plan rekening houdende met de belangen van het Gewest en met de beschikbare begrotingsmiddelen.

Die verbintenissen slaan op 4 sectoren, met name :

- 4.1. De bescherming van de winplaatsen
- 4.2. De openbare sanering
 - 4.2.1. Financiering van de openbare sanering
 - 4.2.2. Uitvoering van de openbare sanering
- 4.3. De prioritaire afwatering.

4.1. Bescherming van de winplaatsen

Om deze doelstelling te kunnen halen, verbindt de « SPGE » zich ertoe :

A. binnen zes maanden na de ondertekening van het beheerscontract een dienstenovereenkomst inzake bescherming te sluiten met producenten van tot drinkwater verwerkbaar water die deze contractuele logica willen volgen.

De dienstenovereenkomst inzake bescherming van het tot drinkwater verwerkbaar water wordt gesloten tussen een producent van tot drinkwater verwerkbaar water en de « SPGE », waarbij deze laatste tegen bezoldiging voor de bescherming van het tot drinkwater verwerkbaar water laat zorgen; de bezoldiging ligt vast in de programma's bedoeld in bovenvermelde handelingen waarvan sprake in artikel 5, § 2, van het decreet van 30 april 1990 betreffende de bescherming en de exploitatie van grondwater en van tot drinkwater verwerkbaar water.

De dienstenovereenkomst loopt minimum 20 jaar, met vijfjarige aanhangsels. Ze zal betrekking hebben op het onderzoek naar beschermingsmaatregelen, hun uitvoering in samenwerking met de producent of met elke andere aangewezen persoon. Ze zal het bedrag bepalen waarop de partijen recht hebben voor hun verleende diensten;

B. samen met de betrokken producenten, de Minister, de gemeenten en andere belanghebbende derden te plegen om de nadere regels voor de uitvoering van de beschermingsmaatregelen te bepalen, alsmede om de prioriteiten en de uitvoeringstermijnen vast te leggen.

Het overleg zal geopend worden door de « SPGE » en betrekking hebben op de exacte verbintenissen van elke partij om tot een programma van beschermingsmaatregelen te kunnen komen;

C. de financiële en begrotingsmiddelen voor de uit te voeren handelingen jaarlijks te ramen na het overlegproces voorafgaand aan het sluiten van beschermingscontracten;

D. mee te werken aan de bevordering van in de preventiezones en, in voorkomend geval, in de toezichtzones geïntegreerde handelingen waarvoor de Minister verantwoordelijk is;

E. voor de financiering te zorgen van de algemene beschermingsmaatregelen die de Regering bepaalt op grond van het actieprogramma voor de waterkwaliteit, en van de beschermingsmaatregelen in de preventiezones waarvoor de administratie een uitvoeringsattest heeft afgegeven.

4.2. Openbare sanering

4.2.1. Financiering van de openbare sanering

Verbintenissen van de « SPGE » :

A. binnen vijf maanden na de inwerkingtreding van dit beheerscontract een dienstenovereenkomst inzake sanering sluiten met de producenten die het wensen.

De dienstenovereenkomst betreffende de openbare sanering wordt voor 20 jaar gesloten tussen een producent van tot drinkwater verwerkbaar water en de « SPGE » (met vijfjarige aanhangsels), waarbij de waterproducent de diensten van de « SPGE » huurt om volgens een bepaalde planning een watervolume te zuiveren dat overeenstemt met het in het Waalse Gewest geproduceerde en beschikbare volume.

Daartoe stelt de « SPGE » voor dat de Regering het deel overneemt dat de producenten dragen om de zuivering van het stedelijk afvalwater uit te voeren, rekening houdende met het investeringsprogramma en de alternatieve financieringsmiddelen.

De zuiveringsprijs zal krachtens artikel 44 van het decreet van 15 april 1999 worden berekend. Voor een overgangperiode die op 31 december 2004 verstrijkt, worden de waterhoeveelheden op basis waarvan de producentenbijdrage aan de afvalwaterzuivering wordt berekend, betaald op grond van de geleverde en gefactureerde waterhoeveelheden. De prijs van deze dienst wordt bij de producenten geïnd.

B. Een uniform systeem invoeren voor de berekening van de waterproductiekosten

Om deze doelstelling te halen, moet de « SPGE » binnen 12 maanden na de inwerkingtreding van het beheerscontract studies uitvoeren om de Regering het volgende voor te stellen :

- een analyse van de kosten gebonden aan de productie, m.i.v. de kosten voor de bescherming van de winplaatsen;
- een model van bedrijfsregistratie inzake waterproductie dat door de producenten moet worden bijgehouden;
- een model van jaarlijks technisch verslag dat door de producenten moet worden bijgehouden;
- de regels voor het voeren van een gepaste boekhouding;
- de regels en criteria voor de beperking van de productiekosten;
- de regels voor meer doorzichtigheid in de kosten die de waterprijs uitmaken.

De Regering zal de gepaste reglementaire maatregelen treffen op grond van de studies die haar zullen worden overgemaakt.

De Regering zal bovendien gepaste maatregelen treffen om overeenkomstig artikel 4 van het decreet te bepalen hoe de verschillende kosten die de reële waterprijs uitmaken, uitvoerig op de factuur zullen worden vermeld.

4.2.2. Uitvoering van de openbare sanering

Verbintenissen van de « SPGE »

A. Zorgen voor de openbare sanering van de agglomeraties van meer dan 2000 I.E., plus, eventueel, van andere agglomeraties aangewezen door de Regering naar gelang van de milieuprioriteiten en opgenomen in het programma voor de vermindering van watervervuiling (Besluit van de Waalse Regering van 18 mei 1995 of wijzigingsbesluiten) en in het actieprogramma voor de waterkwaliteit.

Om deze doelstelling te halen, verbindt de « SPGE » zich tot het overleggen van een geactualiseerd tijdschema voor de uitvoering van het programma, met inachtneming van richtlijn 91/271/EEG inzake de behandeling van stedelijk afvalwater.

B. Jaarlijkse actualisering van het bijgaande financiële plan naar gelang van de financiële middelen waarover het elk jaar zal beschikken om het geheel van de zuiveringswerken uit te voeren en om voor hun vlotte werking te zorgen.

C. De optimale werking van de te bouwen of bestaande zuiveringsstations waarborgen.

Daartoe vervult de « SPGE » de volgende opdrachten :

- binnen het jaar na het sluiten van het beheerscontract een plaatsbeschrijving van de operationele en bestaande zuiveringsstations opmaken;
- de voor de goede werking van de gezamenlijke operationele stations nodige kosten jaarlijks bepalen;
- op grond van ecologische en technische criteria nagaan of de zuiveringsstations optimaal werken, met inbegrip van de problematiek van het regenwater.

D. Binnen zes maanden na de ondertekening van het beheerscontract een dienstenovereenkomst inzake zuivering sluiten met de erkende zuiveringsinstellingen.

1. De dienstenovereenkomst inzake zuivering en opvang wordt gesloten tussen de « SPGE » en de erkende zuiveringsinstellingen die tegen betaling voor de bouw van zuiveringssystemen en afvalwaterzuivering zorgen.

De dienstenovereenkomst wordt gesloten voor 20 jaar en aangevuld met aanhangsels voor opeenvolgende periodes van 3 jaar, met uitzondering van het eerste aanhangsel dat voor 2 jaar geldt. Ze zullen voorschriften bevatten voor de bepaling van :

- het aantal te bouwen stations;
- het aantal te bouwen collectoren;
- de termijn voor de uitvoering van bovenbedoelde werken;
- de geplande kosten;
- de sancties in geval van niet-naleving van bovenvermelde punten;
- de mogelijkheden om gebruik te maken van iedere vorm van opdracht om de doelstellingen te halen.

2. De dienstenovereenkomst moet ten minste de volgende clausules bevatten :

- een dienstclausule inzake de bouw van de zuiveringsstations;
- een concipiëringsclausule waarin de volgende gegevens moeten voorkomen :
- een aan de erkende zuiveringsinstelling toevertrouwde opdracht m.b.t. een werkstudie (ontwerp en voorontwerp);
- de prijs van andere bijkomende studies;
- de termijn voor de uitvoering van de studie;
- het aangepaste bestek (ter goedkeuring aan de « SPGE » voorgelegd).
- een clausule inzake onroerende leasing.

De « SPGE » financiert de zuiveringsdienst en de bouw van het zuiveringsstation volgens de in de aanhangsels bedoelde voorschriften.

Deze clausule kan eventueel het voorwerp uitmaken van een afzonderlijk contract;

- een dienst-, organisatie- en opvolgingsclausule inzake de prijsopgave en de leiding van de werken, met vermelding van :

- het bestek voor de uitvoering van het zuiveringsstation;
- het geplande type proces;
- de uitvoeringstermijn;
- het aantal gezuiverde I.E.;
- het gezuiverde gebied t.o.v. de opvangnetten en de prioritaire afwatering;
- een raming van de uitvoeringskosten;
- dienstclausules inzake beheer en exploitatie van de zuiveringswerken met vermelding van :
- het aantal stations in werking;
- het aantal gezuiverde I.E.;
- de werkingskosten per post (toepassing van de beginselen van de analytische boekhouding);
- de inzake leefmilieu te boeken resultaten;
- een bezoldigingsclausule met de prijs van elke dienst en de weergave ervan per gezuiverd I.E.

De door de erkende zuiveringsinstelling ontvangen bezoldiging mag in geen geval hoger zijn dan het vóór de ondertekening van dit contract ontvangen subsidiebedrag.

In geval van tekortkoming van de erkende zuiveringsinstelling wordt uitdrukkelijk voorzien in een sanctiestelsel.

Onverminderd het eerste lid kan ook voorzien worden in een winstdelingsmechanisme op grond van doeltreffendheids- en doelmatigheidscriteria als de ecologische en/of financiële prestaties de doelstellingen overschrijden;

- slotclausules met vermelding van :
- het op de partijen toepasselijke verantwoordelijkheidsstelsel;
- financiële clausules of andere wegens niet-nakoming van de contractuele verplichtingen;
- de wijze waarop de « SPGE » de dienstenovereenkomst inzake zuivering kan opschorten of aanpassen.

E. Een uniforme methode voor de berekening van de zuiveringskosten invoeren.

Om deze doelstelling te halen moet de « SPGE » binnen 18 maanden na de ondertekening van dit contract :

- de processen van de zuiveringsactiviteit definiëren;
- een onderzoek doen naar de kosten van voormelde processen, naar hun weerslag op de boekhouding en op de prijs van de zuiveringsdienst;
- een vergelijking maken tussen de actoren;
- een aangepaste gemeenschappelijke formule vinden voor de berekening van de kosten alsmede de nadruk leggen op de parameters die deze kosten beïnvloeden;
- een benchmark invoeren.

F. Richtnormen vastleggen inzake investering en exploitatie van zuiveringswerken.

De richtnormen inzake investering zullen worden vastgesteld op grond van de volgende parameters :

- de theoretische omvang van de werken;

- de sleet van de constructies;
- het type behandeling;
- de aan de lozingsnormen gebonden behandelingsgraad;
- de verwachte veiligheids- en betrouwbaarheidsgraad van de werken;
- de procentuele belasting van de installaties;
- de inzake ecologische prestaties te behalen resultaten.

Opmerking

Met het bedrijfsplan en meer bepaald de beheerscontrole verbindt de « SPGE » zich tot het voeren van een analytische en begrotingsboekhouding waarbij de inningen en uitbetalingen, de verdeling van de ontvangsten en uitgaven voor de bescherming, de zuivering en de diverse uitgaven (werking, studies,...) duidelijk vastgesteld kunnen worden.

In het algemeen zijn alle studies die tot de « SPGE » zullen behoren, van rechtswege het eigendom van het Waalse Gewest.

4.3. Prioritaire afwatering

Om deze doelstelling te halen moet de « SPGE » :

1. een overeenkomst met de Regering sluiten voor de uitvoering van prioritaire afwateringen in agglomeraties van meer dan 2000 I.E., en, eventueel, in andere agglomeraties aangewezen naar gelang van de milieuprioriteiten. Die overeenkomst vermeldt :

- de plaats en het aantal (in km) uit te voeren prioritaire afwateringen;
 - de uitvoeringstermijnen;
 - het type uit te voeren prioritaire afwatering;
 - de raming van de kosten van de leidingen voor prioritaire afwateringen en hun aanleg (behalve de wegenherstelling);
 - de respectievelijke bijdrage van de gemeenten en van de « SPGE » in de kosten van de uitvoering van prioritaire afwateringen op grond van de door de Regering genomen reglementaire maatregelen;
 - een clause inzake de herziening van de respectievelijke bijdragen naar gelang van de uitvoeringstermijnen.
2. De vereiste financiële middelen schatten, een aangepaste financieringsstructuur voorstellen en, in voorkomend geval, het bijgaande financiële plan aanpassen.

HOOFDSTUK V. — *Verbintenissen van het gewest*

In het kader van deze contractuele relatie verbindt het Gewest zich ertoe de « SPGE » de nodige middelen te verschaffen om hem in staat te stellen de besproken doelstellingen na te streven en zijn opdrachten uit te voeren.

De partijen verbinden zich meer bepaald tot het voortzetten van hun contractuele relatie met inachtneming van het in het bijgaande financiële plan opgenomen schema en van de jaarlijkse aanpassingen ervan.

Om de hoofddoelstelling 'geïntegreerd beheer van de waterkringloop' te bevestigen, verbindt het Gewest zich met name tot :

- met de instemming van de Europese overheden een nauwkeurige definitie te geven van het begrip "agglomeratie" waarvan sprake in het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, en de lijst definitief vast te leggen van de uitrustingen voor agglomeraties van meer dan 2000 I.E. en, eventueel, voor andere agglomeraties die de Regering aanwijst op grond van de milieuprioriteiten;
- de hydrografische bekkens en onderbekkens van Wallonië te omschrijven;
- het in artikel 2 van het decreet van 15 april 1999 bedoelde actieprogramma voor de waterkwaliteit te omschrijven;
- de rationalisatie van de watersector in overleg met de betrokken partijen te bevorderen door het aannemen van reglementaire teksten;
- het Parlement een wetgeving voor te leggen betreffende een minimale watervoorziening en een sociaal fonds.

5.1. Aanpassing van de regelgeving

Elk door de Regering ingediend voorstel tot wijziging van de regelgeving m.b.t. de watersector vereist het advies van de « SPGE ». De « SPGE » moet een antwoord geven binnen een termijn van 30 dagen na ontvangst van het voorstel. Het gebrek aan advies binnen de voorgeschreven termijn staat gelijk met een gunstig advies.

De « SPGE » kan de Regering eveneens elk voorstel voorleggen tot wijziging van de regelgeving i.v.m. zijn doel.

In geval van niet-nakoming

door een producent van de verplichtingen bedoeld in artikel 4, § 1, van het eerste lid, van het decreet van 30 april 1990 betreffende de bescherming en de exploitatie van grondwater en van tot drinkwater verwerkbaar water, verbindt het Gewest zich ertoe van ambtswege op te treden in het kader van zijn prerogatieven die vastliggen in artikel 42 van het decreet betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een « SPGE » en in het decreet betreffende de milieuvergunning;

door een zuiveringsinstelling van de verplichtingen bedoeld in de dienstenovereenkomst zal de Regering haar overeenkomstig artikel 20 van het decreet van 15 april 1999 een aanmaning geven of haar erkenning intrekken.

Als een partij verzuimt gevolg te geven aan de aanmaning, verbindt de Regering zich als toezichhoudende overheid tot het aanwijzen van een commissaris, die betrokken partij zal vervangen.

5.2. Administratieve verbintenissen van het gewest i.v.m. de verrichtingen betreffende de waterkringloop

A. INZAKE OPENBARE SANERING

1. Inventarisatie

Het Gewest verbindt zich tot het opmaken van een nauwkeurige inventaris van de lopende dossiers die de investeringsprojecten betreffen.

De inventaris zal voor de projecten van zuiveringsstations, collectoren, geotechnische keuringen en andere analyses de volgende gegevens bevatten :

- de door de instellingen ingediende schetsplannen;
- de goedgekeurde projecten;
- de toegewezen investeringen;

- de lopende investeringen;
- de verrichte investeringen.

De inventaris zal ook betrekking hebben op het geheel van de in werking zijnde stations en de volgende gegevens bevatten :

- een operationele beschrijving van de stations;
- de kosten van de lopende exploitatie;
- afgezien van de lopende exploitatie, de belangrijke uitgaven gepland voor het jaar van de ondertekening van het contract en de twee volgende begrotingsjaren;
- de geplande grote investeringen.

Deze gegevens zullen worden verstrekt via een informaticamiddel dat de « SPGE » en het Gewest in onderlinge overeenstemming zullen bepalen.

2. Terbeschikkingstelling van de diensten

Het Gewest verbindt zich ertoe zijn diensten ter beschikking te stellen om :

a) richtnormen inzake exploitatie vast te leggen.

Het Gewest stelt zijn diensten ter beschikking om binnen 9 maanden na de inwerkingtreding van het beheerscontract voor elke zuiveringsinstallatie een voorstel van voorlopige richtnorm inzake exploitatie uit te werken op grond van de exploitatiekosten van de vorige jaren.

Deze norm zal rekening houden met de diverse geraamde kosten voor vernieuwingen en belangrijke reparaties, waarvan de aflossingsperiode korter is dan de periode van de normale economische aflossing van de betrokken uitrusting;

b) bij te dragen tot het vastleggen van richtnormen inzake investering.

Deze richtnormen zullen worden vastgelegd op grond van de volgende parameters :

- de capaciteit in inwonerequivalent;
- de relevante parameters op geologisch en hydrogeologisch vlak en inzake ruimtelijke ordening;
- c) de investeringsdossiers te onderzoeken en de exploitatiekosten te controleren.

Het Gewest stelt zijn diensten ter beschikking om de « SPGE » op technisch vlak te adviseren bij de uitvoering van de dienstenovereenkomsten inzake zuivering.

Daartoe brengt het uiterlijk binnen 40 dagen advies uit over de investeringsdossiers.

Het Gewest belooft dat zijn diensten binnen uiterlijk 40 dagen advies zullen uitbrengen over de exploitatiekosten die betrekking hebben op de dienstenovereenkomsten inzake zuivering.

Als voor de investeringsdossiers en de exploitatiekosten geen advies wordt uitgebracht binnen voormelde termijn, wordt het geacht gunstig te zijn. De dossiers waarover geen advies is uitgebracht, worden ter kennis gebracht van de Minister;

d) toezicht te houden.

Het Gewest stelt zijn diensten ter beschikking om de zuiveringsinstallaties te controleren, overeenkomstig de beginselen die vastliggen in artikel 20, § 9, van het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling;

e) een boekhouding helpen te voeren.

Het Gewest verbindt zich ertoe zijn diensten ter beschikking te stellen om de « SPGE » te adviseren bij het totstandbrengen van een boekhouding of bij de berekening van de uniforme kosten waarmee de zuiveringsinstellingen belast worden. Er zal de Minister voorgesteld worden de boekhouding of de berekeningswijze bij reglement te bepalen;

f) gegevens over de individuele en industriële zuivering te verstrekken.

Via zijn diensten (het « DGRNE » (Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Water), een verslag overmaken, met een beschrijving van de evolutie van de individuele zuivering alsmede de verwachte ontwikkeling tijdens de periode waarop het beheerscontract betrekking heeft.

Voor de individuele zuivering, een plaatsbeschrijving overmaken van de bedrijven die openbare infrastructuur (rioleringen, collectoren en zuiveringsstations) gebruiken, en gewag maken van hun evolutie.

B. INZAKE WATERPRODUCTIE

1. Algemene beschermingsmaatregelen

Het Gewest verbindt zich ertoe de algemene beschermingsmaatregelen op het gezamenlijke grondgebied toe te passen. Deze maatregelen omvatten :

- 1° de bepaling van de toezichtzones wanneer ze nodig blijken te zijn;
- 2° maatregelen voor de controle op het tot drinkwater verwerkbaar water;
- 3° beschermingsmaatregelen om te zorgen voor de inachtneming van de algemene emissienormen in de gebieden van tot drinkwater verwerkbaar oppervlaktewater;
- 4° maatregelen voor de bescherming van het grondwater.

2. Administratieve behandeling van de dossiers ingediend door houders van een waterwinningvergunning

Het Gewest verbindt zich ertoe te zorgen voor het onderzoek of de herziening van de dossiers betreffende de aanvraag tot exploitatie van waterwinningen van categorie B zoals bedoeld in het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 november 1991. De behandeling van deze dossiers mag in geen geval langer duren dan 12 maanden na ontvangst ervan. De reeds ontvangen dossiers zullen behandeld worden binnen 12 maanden na de inwerkingtreding van dit beheerscontract. Voor deze dossiers staat het uitblijven van advies gelijk met een gunstig advies.

3. Administratieve behandeling van de beschermingsprogramma's ingediend door de « SPGE » op grond van de met de producenten gesloten dienstenovereenkomsten.

Het Gewest stelt zijn diensten ter beschikking om de « SPGE » te adviseren bij de uitvoering van de dienstenovereenkomsten inzake bescherming.

Daartoe brengt het Gewest binnen uiterlijk 40 dagen advies uit over de ingediende dossiers. Als binnen deze termijn geen advies wordt uitgebracht, wordt het geacht gunstig te zijn.

De dossiers waarover geen advies is uitgebracht, worden ter kennis gebracht van de Minister.

4. Aankopen van onroerende goederen

De bescherming van de waterwinningen vereist de aankoop van onroerende goederen in de in het beschermingsprogramma opgenomen preventiezone op grond van een actieprogramma zoals het omschreven is in de dienstenovereenkomsten.

De aankoop wordt op initiatief van de producent en op zijn eerste verzoek door de « SPGE » uitgevoerd en is voor rekening van de producent. Daartoe verschijnt de « SPGE » in de notariële akte namens de producent voor wie ze instaat.

De aankopen worden gefinancierd door de enveloppe die aan de producent voorbehouden is.

Een verandering van bestemming van het aangekochte onroerend goed die onverenigbaar zou zijn met de nagestreefde bescherming of het feit dat de producent zijn verbintenissen niet nakomt, dwingt deze laatste automatisch het onroerend goed weer af te staan aan de « SPGE ». De producent mag het onroerend goed evenmin vervreemden, tenzij hij het weer afstaat aan de « SPGE ».

Het goed wordt gratis afgestaan, of voor de symbolische frank.

In geval van ontbinding van de « SPGE » of na afloop van dit contract blijven de krachtens dit artikel verworven onroerende goederen eigendom van de producent.

5. Gegevens betreffende de waterhoeveelheden van de vorige jaren

Het Gewest verbindt zich ertoe de « SPGE » gegevens te verstrekken over de waterhoeveelheden die de eigenaars van waterwinningen geproduceerd hebben in de jaren voor en na de ondertekening van het contract. Als de « SPGE » een dienstenovereenkomst inzake bescherming sluit met een producent, moet hij de Minister alle gegevens over de geproduceerde waterhoeveelheden verstrekken.

6. Alternatieve hulpbronnen

Het Gewest verbindt zich ertoe de controle te verscherpen op de toegang tot de alternatieve hulpbronnen voor watervoorziening.

Overeenkomstig de principes van gelijkheid en niet-discriminatie voor de wet verbindt het Gewest zich ertoe alle wettelijke of administratieve maatregelen te treffen opdat het principe « verontreiniger-betaler » algemeen wordt toegepast.

C. INZAKE PRIORITAIRE AFWATERING

De criteria voor de uitvoering van de prioritaire afwatering worden door de Regering bij besluit vastgelegd.

Die criteria zullen opgenomen worden in een aanhangsel van het beheerscontract.

Het Gewest verbindt zich er ook toe dit prioriteitensysteem niet overhoop te halen door het invoeren van andere regelgevingen inzake prioritaire afwatering en de prioriteiten te integreren in zijn beleid voor gesubsidiëerde werken.

5.3. Algemene verbintenissen

Zodra het beheerscontract ondertekend is en de dienstenovereenkomsten goedgekeurd zijn door de Waalse Regering en als de punten 1° en 2° van bovenvermeld artikel 42 niet zijn uitgevoerd, neemt de gemeente of het Gewest, al naar gelang het geval, overeenkomstig artikel 42 van het decreet van 15 april 1999 de plaats in van de in gebreke gebleven operateur vanaf de 40ste dag volgend op de dag waarop de Regering de tekortkoming heeft bevestigd op grond van het verslag van de « SPGE » of van het bestuur. De gemeente of het Gewest wordt daarbij belast met de verhoging van de door de in gebreke gebleven producenten toegepaste waterprijs en van de sanerings- en beschermingskosten.

HOOFDSTUK VI. — Financiële verbintenissen van het gewest en de « SPGE »

6.1. Het gewest verbindt zich ertoe :

1. de opbrengsten van het Fonds voor de waterbescherming integraal over te dragen met uitzondering van :

- de financiële middelen die het Gewest nodig heeft om de werken van de « Transhennuyère » uit te voeren;
- de op het Fonds uit te trekken middelen die nodig zijn voor het waterbeleid (individuele zuivering, studies, toepassing van hulpmaatregelen voor de landbouwers in het kader van de toepassing van de richtlijn over de nitraten en het in de toekomst te voeren globale beleid) en die in geen geval hoger mogen zijn dan de opbrengst van de bijdrage voor de grondwaterwinning, bedoeld in artikel 4 van het decreet van 30 april 1990 zoals laatst gewijzigd bij het decreet van 7 maart 1996;
- voor het boekjaar 2000, een maximumbedrag van 500 miljoen waarvan het saldo dat niet vastgelegd is op 31 december 2000, aan de « SPGE » zal worden overgemaakt.

De overdrachten zullen uitgevoerd worden op de tiende van elke maand en voor het eerst op de tiende van de maand na de inwerkingtreding van dit beheerscontract.

2. vanaf 2000 de lasten van de aan het Waterbeschermingsfonds gekoppelde lasten op de gewone begrotingskredieten uit te trekken.

6.2. De « SPGE » verbindt zich ertoe :

1. het uitstaande bedrag van de vastleggingen die op de datum van inwerkingtreding van dit beheerscontract geboekt zijn op het Waterbeschermingsfonds integraal ten laste te nemen, met uitzondering van het bedrag betreffende de werken voor de verwezenlijking van de « Transhennuyère »;

2. vanaf 2001 de werkingskosten voor de zuiveringswerken te dragen zonder overdracht van de kredieten bedoeld in artikel 31.02 van het programma 5 van de organieke afdeling 13 die zodoende zullen kunnen dienen voor de financiering van de lasten van bovenvermelde schuld, van het gewestelijke waterbeleid (sociaal fonds, subsidies, premies,...) en van de prioritaire afwatering in afwachting van de invoering van de reële prijs.

6.3. De « SPGE » zal voor het overige over de volgende middelen beschikken :

1. bezoldiging van de verrichte diensten :

- inzake sanering (tot 31 december 2005) :

bovenop de belasting op afvalwaterlozingen die het Waterbeschermingsfonds stijft, wordt de prijs van de saneringsdienst die de « SPGE » aan de producenten verleent, vastgelegd op maximum 16 BEF/m³ water (indexcijfer van de consumptieprijzen-januari 2000) dat in het Waalse Gewest geproduceerd wordt en bestemd is om er verdeeld te worden (bij wijze van overgangsmaatregel en tot 31 december 2004 wordt de prijs van de dienstverlening berekend op grond van de waterhoeveelheden die aan de verbruikers verdeeld en gefactureerd worden);

- inzake bescherming :
de prijs van de saneringsdienst die de « SPGE » aan de producenten verleent, wordt vastgesteld op maximum 3 BEF/m³ geproduceerd water.

2. leningen :

De « SPGE » mag leningen aangaan.

De aldus gegeneerde ontvangsten moeten de « SPGE » in staat stellen de investeringsprogramma's te financieren die betrekking hebben op bovenbedoelde bescherming en sanering en op het dekken van de werkings- en financieringskosten zoals vermeld in het bijgaande financiële plan.

HOOFDSTUK VII. — *Controle op de « SPGE »*

De evaluatie van het door de « SPGE » gevoerde beleid bestaat uit drie fasen :

7.1. Doelmatigheid

De controle van t.o.v. van de onderhandelde doelstellingen behaalde resultaten is de eerste fase.

Voor de drie eerste jaren slaat deze evaluatie op de investeringen verricht inzake collectieve zuivering (zuiveringsstations en grote collectoren) en bescherming. Vanaf uiterlijk 1 januari 2003 zal ze eveneens gelden voor de aanlegwerken betreffende de prioritaire afwatering.

Deze controlemethode zal ook gebruikt worden voor de "dekking" van het Waalse grondgebied inzake sanering. De volgende wijzers zullen als basis dienen voor de evaluatie.

- investeringsquota : $\frac{\text{ordonnanceringen}}{\text{programmering van het zakenplan}}$ 1
- percentage van de dekking van het grondgebied :

$\frac{\text{Aantal gezuiverde I.E.}}{\text{Totaalaantal te zuiveren I.E.}}$

- bescherming van de winplaatsen :

$\frac{\text{aantal beschermde winplaatsen}}{\text{aantal te beschermen winplaatsen}}$

- percentage van de uitgevoerde prioritaire afwatering :

$\frac{\text{aantal km uitgevoerde prioritaire afwateringen}}{\text{aantal km uit te voeren prioritaire afwateringen}}$

De definitie van het gezuiverde I.E. is dezelfde als die welke hierboven is opgegeven.

Er zal ook rekening worden gehouden met de volgende ecologische parameters :

- voor het individuele rendement van elk zuiveringsstation, de fysisch-chemische parameters bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 betreffende de behandeling van stedelijk afvalwater : DBO5, DCO, COT, MES, Ntot, Ptot. Deze parameters vormen een doelstelling die zowel door de « SPGE » als door de erkende zuiveringsinstellingen moet worden gehaald;

- voor de berekening van een beter niveau van de kwaliteit van het opvangsysteem, een index die rekening houdt met de volgende elementen :

- de organieke stof;
- de stikstofhoudende stof;
- de fosforhoudende stof.

De verbetering van het opvangsysteem (berekening van de vermindering van de verslechtingen) zal worden berekend aan de hand van een door de Regering bepaald model. Het gebruik en de evaluatie van de verschillende parameters zullen door de Regering worden bepaald binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit beheerscontract.

7.2. Doeltreffendheid

De controle op de doeltreffendheid maakt de evaluatie mogelijk van de middelen die ingezet worden t.o.v. de behaalde resultaten.

Er moet een controle en een evaluatie worden uitgevoerd van de volgende indicatoren die jaarlijks zullen worden voorgelegd, zullen gecontroleerd en geschat moeten worden :

- gemiddelde investeringskosten voor de zuivering van een werkelijk gezuiverd inwonerequivalent;
- gemiddelde investeringskosten voor de zuivering van een inwonerequivalent (theoretische last);
- gemiddelde investeringskosten voor de zuivering van een inwonerequivalent per instelling (theoretische last);
- vanaf 1 januari 2003, gemiddelde investeringskosten voor de sanering van een inwonerequivalent (zuivering + prioritaire afwatering) (theoretische last);
- Gemiddelde werkingskosten van de zuiveringsstations per werkelijk gezuiverd inwonerequivalent;
- Gemiddelde werkingskosten van de zuiveringsstations per werkelijk gezuiverd inwonerequivalent en per erkende zuiveringsinstelling;
- Gemiddelde werkingskosten van de zuiveringsstations per inwonerequivalent en vanaf de theoretische last;
- Gemiddelde werkingskosten van de zuiveringsstations per inwonerequivalent vanaf de theoretische last en per instelling;
- Multiplicerend effect : rechtstreekse banen per geïnvesteerd miljard;
- Gemiddelde beschermingskosten per winplaats, per geproduceerd m³;
- Gemiddelde investeringskosten voor de verbetering van de kwaliteit van het opvangsysteem/exploitatiekosten;
- Gemiddelde investeringskosten voor de verbetering van de kwaliteit van het opvangsysteem/exploitatiekost + aflossingskosten van de investeringen.

Het geheel van deze indicatoren zal ook voor elk hydrografisch onderbekken overgelegd worden.

7.3. Relevantie

Om de relevantie van het beheer van de « SPGE » te evalueren moeten de ingezette middelen met de doelstellingen worden geconfronteerd. De controle zal dus vooral betrekking hebben op het adequatieniveau tussen de opbrengsten en de lasten.

De volgende evenredige verhoudingen zullen jaarlijks overgelegd en geëvalueerd worden :

- werkingskosten van de "SPGE"
totaal opbrengsten
- werkingskosten van de stations
totaal opbrengsten
- investeringen
totaal opbrengsten

- vastgelegde uitgaven
totaal opbrengsten

- provisies voor risico's en lasten
totaal opbrengsten

- toelagen voor reserves
totaal opbrengsten

De beheerscontrole zal het voorwerp uitmaken van situatie-overzichten die de « SPGE » om de zes maanden aan de Minister zal overmaken.

Het jaarlijkse verslag betreffende de beheersresultaten zal uiterlijk 31 maart en voor de eerste keer op 31 maart 2001 door de « SPGE » worden overgemaakt.

7.4. Specifieke toepassingen

Daarnaast zal de « SPGE » al naar gelang de beschikbare middelen constant het niveau van haar prestatie vergelijken met dat van andere Belgische en Europese actoren die in dezelfde sector actief zijn.

De controle valt onder de bevoegdheid van de Regering, zoals bepaald bij het decreet en bij dit contract. In dat opzicht vervullen de twee commissarissen hun opdracht namens de Regering en brengen ze haar daarover verslag uit.

De om de zes maanden aan de Minister overgemaakte situatie-overzichten en het jaarverslag zullen eerst onderzocht worden door een college samengesteld uit :

- de twee commissarissen van de Regering bij de « SPGE »;
- de bedrijfsrevisoren van de « SPGE »;
- een vertegenwoordiger van het "DGRNE";
- een milieudeskundige inzake zoetwater;
- een vertegenwoordiger van de gemeentelijke verkozenen;
- een deskundige van het milieurecht;
- een vertegenwoordiger van de Inspectie van Financiën.

De vijf laatste leden worden door de Regering aangewezen en moeten volkomen onafhankelijk zijn van de « SPGE ».

De voorzitter wordt door de Waalse Regering aangewezen.

Het huishoudelijk reglement van dit college alsmede de bezoldiging van zijn leden worden door de Regering bepaald.

Het college is verplicht de Minister verslag uit te brengen over de geldigverklaring van de situatie-overzichten t.o.v. de doelstellingen; de voorzitter van het college maakt bovendien het jaarverslag aan de Minister en aan de Voorzitter van het Waals Parlement over, samen met het advies van het college.

HOOFDSTUK VIII. — *Sancties*

Wanneer aan het einde van een boekjaar wordt geconstateerd dat de « SPGE » de in dit beheerscontract bedoelde verplichtingen niet is nagekomen, worden overleg gepleegd over de te treffen corrigerende maatregelen en wordt de datum van de volgende evaluatie vastgelegd.

Als op deze datum wordt vastgesteld dat voormelde maatregelen geen resultaat hebben opgeleverd, kan de Regering de sancties toepassen die bij de bepaling van de corrigerende maatregelen zijn vastgelegd.

In geval van niet-naleving van de voor de bovenvermelde criteria bestemde doelstellingen, kunnen evenredige en adequate sancties op de « SPGE » worden toegepast volgens voorschriften die de Regering na overleg met de « SPGE » zal bepalen.

De sancties mogen in geen geval afbreuk doen aan de rechten waarover de derden beschikken wegens de uitvoering van dit beheerscontract.

De « SPGE » mag niet bestraft worden met de in het beheerscontract bedoelde sancties en kan niet verplicht worden tot schadevergoeding wegens het niet-ervullen van haar opdrachten als dit te wijten is aan een tekortkoming van het Gewest of aan toeval of overmacht.

HOOFDSTUK IX. — *Diverse bepalingen*

De Regering wordt voor elk probleem betreffende de uitvoering van dit beheerscontract door de Minister vertegenwoordigd.

Dit beheerscontract treedt werkelijk in werking zodra de dubbele voorwaarde betreffende zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* en zijn mededeling door de Minister aan het Parlement is vervuld.

Namen, 29 februari 2000.

Voor de « SPGE » :

De Voorzitter van het Directiecomité,
Jean-François Breuer.

De Voorzitter van de Raad van Bestuur,
Jean-Claude Marcourt.

Voor de Waalse Regering :

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

Nota

(1) Dezelfde ratio wordt toegepast op elk type investering (openbare sanering, prioritaire afwatering, bescherming van winplaatsen).

Financieel plan « SPGE » : financieel plan 2000-2004

I. HYPOTHESEN	Opening	2000	2001	2002	2003	2004
Evolutie van de lasten		0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Evolutie van de verbruikte waterhoeveelheden		-2,0 %	-2,0 %	-2,0 %	-1,0 %	-1,0 %
Verwachte inflatie		1,50 %	2,00 %	2,00 %	2,00 %	2,00 %
Evolutie industriële belasting		-4,00 %	-4,00 %	-4,00 %	-2,00 %	-2,00 %
RETRIBUTIE WATERPRODUCTIE						
Volume in duizendtallen m ³		390,000	382,200	374,556	370,810	367,102
Retributie		3	3	3	3	3
Opbrengst van de retributie		1,170,000	1,146,600	1,123,668	1,112,431	1,101,307
BELASTING WATERVOORZIENING						
Volume in duizendtallen m ³		145,000	142,100	139,258	137,865	136,487
Belasting		16	16	16	16	16
Toevoeging industriële belasting		400,000	384,000	368,640	361,267	354,042
Opbrengst van de belasting		2,720,000	2,657,600	2,596,768	2,567,114	2,537,830
REELE PRIJS						
Volume in duizendtallen m ³		145,000	142,100	139,258	137,865	136,487
Aanvullende bezoldiging		-	4	8	15	16
Aanvullende opbrengst (EBTW)		-	568,400	1,114,064	2,067,981	2,183,788
ORDONNANCERINGEN WERKEN						
Op het uitstaande bedrag op 1.1.2000		2,018,600	4,037,200	3,027,900	1,009,300	0
Nieuwe vastleggingen en vervanging op de nieuwe vastleggingen en vervanging		3,000,000	6,000,000	7,500,000	8,500,000	10,500,000
Totaal ordonnanceringen		2,768,600	6,737,200	8,202,900	8,234,300	8,875,000
II. RESULTATEN-REKENING	Opening	2000	2001	2002	2003	2004
EXPLOITATIE-OPBRENGSTEN		-	1,715,000	2,237,732	3,180,413	4,104,016
A. Afkomstig van de retributie		-	1,146,600	1,123,668	1,112,431	1,101,307
B. Afkomstig van de belasting		-	-	-	-	818,921
C. Afkomstig van de reële prijs		-	568,400	1,114,064	2,067,981	2,183,788

EXPLOITATIELASTEN		410,190	2,353,138	3,253,130	4,270,369	5,318,611
A. Werkingskosten van de zuiveringsstations		20,077	1,256,040	1,295,445	1,448,797	1,566,004
B. Door de IC verleende diensten		290,113	996,083	1,855,639	2,718,486	3,648,469
C. Werkingskosten van de « SPGE »		100,000	10,015	102,045	103,086	104,138
EXPLOITATIEWINST/-VERLIES		-410,190	-638,138	-1,105,398	-1,089,956	-1,214,596
FINANCIEEL RESULTAAT		477,531	867,615	1,123,539	1,282,879	1,417,528
A. Netto thesaurieresultaat		303,940	278,907	46,052	-262,109	-610,343
B. Leasing		173,591	588,708	1,077,487	1,544,988	2,027,872
GEWOON RESULTAAT		67,342	229,477	108,141	192,923	202,933
BUITENGEWOON RESULTAAT		-127,379	-13,288	-12,984	-12,836	-8,595
WINST (VERLIES) VAN HET BOEKJAAR VOOR BELASTINGEN		-60,038	216,189	95,157	180,087	194,338
BELASTINGEN OP HET RESULTAAT		0	67,726	38,225	72,341	78,066
TE BESTEMMEN WINST (VERLIES) VAN HET BOEKJAAR		-60,038	153,463	56,933	107,746	116,273
BESTEMMING						
Wettelijke reserve		0	7,673	2,847	5,387	5,814
Dividenden		0	33,600	33,600	33,600	33,600
Over te dragen winst		-60,038	112,190	20,486	68,759	76,859
	Nettoactiva - volgestort kapitaal	-60038	52152	72638	141397	218256
III. BALANS	Opening	2000	2001	2002	2003	2004
ACTIVA						
Vastgelegde middelen	14,051,925	14,051,925	14,051,925	14,051,925	14,051,925	14,051,925
Financiële vastleggingen	14,051,925	14,051,925	14,051,925	14,051,925	14,051,925	14,051,925
Vlottende activa		9,113,903	14,827,149	21,531,103	27,824,513	34,234,752
Vorderingen over meer dan één jaar (leasing)	-	9,113,903	14,827,149	21,531,103	27,824,513	34,234,752
EXPLOITATIEACTIVA		1,118,826	1,659,047	2,222,532	2,924,356	3,474,997
Vorderingen over meer dan één jaar (leasing)	-	123,828	432,918	826,942	1,247,077	1,722,209
Vordering op het bestuur	-	972,500	1,093,150	1,208,625	1,436,882	1,455,731
Vordering BTW	-	22,499	132,980	186,965	240,397	297,057
THESAURIE	6,933,900	7,121,137	3,373,959	20,586	66,438	45,913
TOTAAL	20,985,825	31,405,792	33,912,080	37,826,146	44,867,232	51,807,587
PASSIVA						
EIGEN VERMOGEN	20,985,825	24,815,787	27,593,250	30,213,351	32,854,611	34,656,193
Sociale aandelen A	400,000	400,000	400,000	400,000	400,000	400,000
Sociale aandelen B	20,585,825	24,475,825	27,133,425	29,730,193	32,297,307	34,016,216
Reserves		0	7,673	10,520	15,907	21,721
Overgedragen winst		-60,038	52,152	72,638	141,397	218,256
VORDERBAAR OP LANGE EN MIDDELLANGE TERMIJN		6,585,653	6,278,163	7,551,394	11,924,137	17,035,107
Schulden over meer dan één jaar	-	6,585,653	6,278,163	7,551,394	11,924,137	17,035,107
VORDERBAAR OP KORTE TERMIJN		4,352	40,666	61,401	88,483	116,287
Schuld BTW		4,352	40,666	61,401	88,483	116,287
TOTAAL	20,985,825	31,405,792	33,912,080	37,826,146	44,867,232	51,807,587